

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2695

5 novembre 2008

SOMMAIRE

Aérologie S.à r.l.	129358	Partners Group Direct Investments 2008 S.C.A., SICAR	129331
BNP Paribas InstiCash	129316	Pavillon S.A.	129326
Brasserie Huppée s. à r.l.	129319	PRB Luxembourg International S. à r.l. .	129317
Chef S.A.	129318	P.R. International S.A.	129326
Crescendo Capitale Italia S.A.	129315	R2M Music Publishing II-LU, S.à rl.	129331
Crescendo Family Holdings S.A.	129314	Reggio International S.A.	129323
Currency Overlay Fund	129360	Sculptor Holdings II S.à r.l.	129360
Daje Partners	129323	Shinyan S.A.	129346
DBA Lux Holding S.A.	129318	SIGNA R.E.C.P. Development „VZ 13” Be- teiligung S. à r.l.	129350
Debt Solutions I Lux, S.à r.l.	129331	Solelux S.A.	129346
Domaine de Leesbach S.A.	129323	Son Group S.A.	129315
Fin.Co Capital S.A.	129317	Tishman Speyer European Real Estate Venture VI Holdings S.à r.l.	129345
Global Part S.A.	129360	TRG GOF Holdings V S.à r.l.	129315
Hiversport Eisstockclub Luxembourg ...	129345	TRG SOF Holdings IV S.à r.l.	129314
Hyridia	129349	TS Holdings (Paris) S.à r.l.	129317
Immo-Point s.à r.l.	129320	TST Atrium Holdings (Luxembourg) S.à r.l.	129316
Lion/Gem Luxembourg 3 S.à r.l.	129317	Villa Conrad S.A.	129330
LuxEnvironnement	129316	Waalfin Holding S.A.	129318
Maila 2008 S.A.	129326	Waldofin S.A.	129349
Mc Clou S.A.	129314	WP LuxCo II S.à r.l.	129346
MDK S.à r.l.	129359		
Metalltechnik Aktiengesellschaft	129316		
Nuclobel Lux 1 S.à r.l.	129314		
Nuclobel Lux 2 S.à r.l.	129315		
Nuclobel Topco 2 S.à r.l.	129318		

Crescendo Family Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon 1er.
R.C.S. Luxembourg B 88.313.

Il est porté à la connaissance de tous que l'adresse des administrateurs a fait l'objet d'un changement.

- Danielle Buche: 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg,
- Keimpe Wisse Reitsma: 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg.

Luxembourg, le 16 octobre 2008.

Pour extrait conforme

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008135595/631/17.

Enregistré à Luxembourg, le 20 octobre 2008, réf. LSO-CV06002. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080159236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

TRG SOF Holdings IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 5.734.000,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 116.206.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 octobre 2008.

Henri HELLINCKX

Notaire

Référence de publication: 2008135640/242/13.

(080158909) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Mc Clou S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 84.534.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 2008.

Henri HELLINCKX

Notaire

Référence de publication: 2008135642/242/12.

(080158882) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Nuclobel Lux 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 282, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 139.764.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 27 octobre 2008.

Jean-Joseph WAGNER

Notaire

Référence de publication: 2008135643/239/12.

(080158870) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Crescendo Capitale Italia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon 1er.
R.C.S. Luxembourg B 107.700.

Il est porté à la connaissance de tous que l'adresse des administrateurs a fait l'objet d'un changement.

- Danielle Buche: 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg,
- Keimpe Wisse Reitsma: 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg.

Luxembourg, le 16 octobre 2008.

Pour extrait conforme

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008135596/631/17.

Enregistré à Luxembourg, le 20 octobre 2008, réf. LSO-CV06003. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080159234) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Son Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2360 Luxembourg, 19, allée des Poiriers.
R.C.S. Luxembourg B 82.124.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 octobre 2008.

Henri HELLINCKX

Notaire

Référence de publication: 2008135641/242/12.

(080158886) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Nuclobel Lux 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 282, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 139.747.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 27 octobre 2008.

Jean-Joseph WAGNER

Notaire

Référence de publication: 2008135644/239/12.

(080158862) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

TRG GOF Holdings V S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.051.000,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 116.205.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 octobre 2008.

Henri HELLINCKX

Notaire

Référence de publication: 2008135639/242/13.

(080158916) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

TST Atrium Holdings (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 70.000,00.**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 102.685.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2007, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 2008.

ATOZ

Aerogolf Center - Bloc B, 1, Heienhaff, L-1736 Senningerberg

Signature

Référence de publication: 2008135654/4170/17.

Enregistré à Luxembourg, le 27 octobre 2008, réf. LSO-CV07838. - Reçu 30,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080159096) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Metalltechnik Aktiengesellschaft, Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 4, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 127.518.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

METALLTECHNIK AKTIENGESELLSCHAFT

Signatures

Référence de publication: 2008135699/815/13.

Enregistré à Luxembourg, le 23 octobre 2008, réf. LSO-CV07034. - Reçu 24,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080158651) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

BNP Paribas InstiCash, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 65.026.

Le bilan au 31 mai 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 2008.

Signatures.

Référence de publication: 2008135717/2300/12.

Enregistré à Luxembourg, le 28 octobre 2008, réf. LSO-CV08215. - Reçu 48,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080159257) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

LuxEnvironnement, Société Anonyme.

Siège social: L-8211 Mamer, 41, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 104.933.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008135731/267/12.

Enregistré à Luxembourg, le 22 octobre 2008, réf. LSO-CV06494. - Reçu 30,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080159323) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

TS Holdings (Paris) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 1.108.200,00.**Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 111.835.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2007 ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 2008.

ATOZ

Aerogolf Center, Bloc B, 1, Heienhaff, L-1736 Senningerberg

Signature

Référence de publication: 2008135670/4170/17.

Enregistré à Luxembourg, le 27 octobre 2008, réf. LSO-CV07850. - Reçu 30,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080159120) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Fin.Co Capital S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 45.000,00.**Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.
R.C.S. Luxembourg B 101.341.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bart Zech.

Référence de publication: 2008135719/724/13.

Enregistré à Luxembourg, le 28 octobre 2008, réf. LSO-CV08110. - Reçu 28,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080159264) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Lion/Gem Luxembourg 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.Siège social: L-2763 Luxembourg, 9, rue Sainte Zithe.
R.C.S. Luxembourg B 140.337.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 21 octobre 2008.

Jean-Joseph WAGNER

Notaire

Référence de publication: 2008135827/239/12.

(080158694) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

PRB Luxembourg International S. à r.l., Société à responsabilité limitée.Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 140.891.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 octobre 2008.

Martine SCHAEFFER

Notaire

Référence de publication: 2008135831/5770/12.

(080158703) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Nuclobel Topco 2 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 282, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 139.756.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 27 octobre 2008.

Jean-Joseph WAGNER

Notaire

Référence de publication: 2008135825/239/12.

(080158854) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Chef S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 4, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 86.909.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CHEF S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008135779/815/13.

Enregistré à Luxembourg, le 23 octobre 2008, réf. LSO-CV07026. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080158645) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Waalfin Holding S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 185.672.250,00.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 57.449.

Die Gesellschaft wurde am 16. Dezember 1996 gegründet gemäss Urkunde vom Notar Alex Weber, mit Amtssitz in Niederkerschen, veröffentlicht im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations N° 143 vom 24. März 1997.
Der Jahresabschluss zum 31. Januar 2008 und der konsolidierte Jahresabschluss zum 31. Januar 2007 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zum Vermerk in luxemburgischen Amtsblatt, Recueil des Sociétés et Associations.

Unterschrift

Ein Bevollmächtigter

Référence de publication: 2008135756/2999/17.

Enregistré à Luxembourg, le 29 octobre 2008, réf. LSO-CV08552. - Reçu 99,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080158824) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

DBA Lux Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 111.180.

Les comptes annuels au 30 juin 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008135764/799/12.

Enregistré à Luxembourg, le 27 octobre 2008, réf. LSO-CV07909. - Reçu 116,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080158621) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Brasserie Huppée s. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 149, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 142.439.

—
STATUTS

L'an deux mille huit, le quatorze octobre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg,

A comparu:

Monsieur Tiziano Simone, né le 27 mars 1969 à Luxembourg, demeurant à L-1719, Luxembourg, 15, rue des Haus-Fourneaux, ici représenté par Mme Nicole Reinert, employée privée, demeurant professionnellement à L-2561 Luxembourg, 51, rue de Strasbourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, le 09 octobre 2008.

La procuration prémentionnée restera annexée aux présentes pour être soumise avec elles à la formalité de l'enregistrement.

Lequel comparant, par sa mandataire, a requis le notaire instrumentaire de documenter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer:

Art. 1^{er}. La société prend la dénomination de «Brasserie Huppée s. à r.l.».

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

Art. 3. La société a pour objet principal l'exploitation d'un commerce de café-brasserie avec débit de boissons alcooliques et non-alcooliques, ainsi que la petite restauration.

En outre, elle aura pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise se présentant sous forme de société de capitaux ou de société de personnes, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations. La société pourra acquérir, développer, recevoir et donner en licence des brevets, marques et autres droits de propriété industrielle.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres, participer à la création, au développement et au contrôle, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière tous titres, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange, accorder tous concours, prêts, avances ou garanties à toute société dans laquelle elle dispose d'un intérêt direct ou indirect.

La société pourra procéder à la gestion de son propre patrimoine immobilier par l'achat, la location, la mise en valeur et la vente de toutes propriétés et droits immobiliers.

En général, la société pourra effectuer toutes autres transactions commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières, se rattachant directement et indirectement à son objet ou susceptibles d'en favoriser l'exploitation et le développement.

Art. 4. La durée de la société est illimitée.

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500.-), divisé en cent vingt-cinq (125) parts sociales de cent euros (EUR 100.-) chacune.

Art. 6. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle dans l'actif social et dans les bénéfices.

Art. 7. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 8. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, choisis par les associés qui fixent leurs pouvoirs. Ils peuvent être à tout moment révoqués par décision des associés.

A moins que les associés n'en décident autrement, le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances.

Art. 9. Simples mandataires de la société, le ou les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions aucune obligation personnelle relativement à celles-ci, ils ne seront responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 10. Le décès, l'interdiction ou la faillite de l'un des associés n'entraîneront pas la dissolution de la société. Les héritiers de l'associé prédécédé n'auront pas le droit de faire apposer des scellés sur les biens et valeurs de la société. Pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans le dernier bilan social.

Art. 11. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 12. Chaque année, le 31 décembre, il sera dressé un inventaire de l'actif et du passif de la société. Le bénéfice net constaté, déduction faite des frais généraux, traitement et amortissements, sera réparti de la façon suivante:

- cinq pour cent (5,00%) pour la constitution d'un fonds de réserve légal, dans la mesure des dispositions légales;

- le solde restera à la libre disposition des associés.

Art. 13. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par les associés.

Art. 14. Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, les parties s'en réfèrent aux dispositions légales.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence aujourd'hui-même et finit le 31 décembre 2008.

Souscription et libération

Les cent vingt-cinq parts sociales ont été souscrites comme suit:

Monsieur Tiziano Simone, prénommé, Cent vingt-cinq parts sociales, 125
Total: cent vingt-cinq parts sociales

Ces parts ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500.-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Constatation

Le notaire soussigné constate que les conditions prévues par l'article 183 de la loi du 18 septembre 1933 sont remplies.

Frais

Le montant des frais généralement quelconques incombant à la société en raison de sa constitution s'élève approximativement à EUR 1.200.-.

Résolution de l'associé unique

Ensuite, l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social, et se considérant comme dûment convoqué, a pris les résolutions suivantes:

- L'adresse de la société est fixée à l'adresse suivante: 149, avenue du X Septembre, L-2551 Luxembourg.
- Est nommé gérant unique, Monsieur Franco Lefemine, né le 02.04.1971 à Luxembourg, demeurant à L-1522, Luxembourg, 42, rue Jules Fischer, qui aura les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances par sa seule signature.

Il peut conférer des pouvoirs à des tiers pour des tâches spécifiques.

DONT ACTE, fait est passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connu du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: N. REINERT et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 15 octobre 2008. Relation: LAC/2008/41915. — Reçu soixante-deux euros cinquante cents (0,50%= 62,50.- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR COPIE CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 octobre 2008.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2008135891/242/91.

(080158702) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Immo-Point s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1128 Luxembourg, 28-30, Val Saint André.

R.C.S. Luxembourg B 142.460.

—
STATUTS

L'an deux mille huit, le neuf octobre.

Par-devant Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen,

Ont comparu:

Monsieur Fernand Ange HERTERT, agent immobilier, né à Luxembourg le 16 juin 1964, demeurant à L-8352 Dahlem, 4, um Paerchen, et

Madame Germaine Hélène BILDORFF, employée privée, née à Luxembourg le 28 mai 1962, demeurant à L-4391 Pontpierre, 25, rue de Luxembourg.

Lesquels ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «IMMO-POINT s.à r.l.».

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre endroit dans le Grand-Duché de Luxembourg.

La durée de la société est illimitée.

Art. 3. La société a pour objet l'achat, la vente, la promotion immobilière, la mise en valeur, la gestion de tous immeubles bâtis et non bâtis.

Elle pourra effectuer tous placements immobiliers ou mobiliers, contracter tous emprunts, avec ou sans affectation hypothécaire, tant pour son propre compte que pour le compte de tiers, se porter caution ou garant pour le compte de tiers et, en général, faire tous actes, transactions ou opérations commerciales et financières, mobilières et immobilières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social.

Art. 4. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euros (Eur 12.500,-) divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq Euros (Eur 125,-) chacune.

Chaque part donne droit à une part proportionnelle dans la distribution des bénéfices ainsi que dans le partage de l'actif net en cas de dissolution.

Art. 5. Les parts de la société sont cessibles. Cependant si un associé désire céder toutes ou partie de ses parts, il doit les offrir préférentiellement aux autres associés, par lettre recommandée, proportionnellement à leur participation dans le capital de la société. La valeur des parts sera calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales. En cas de désaccord sur le prix de cession, celui-ci sera fixé par un expert désigné par le ou les associés qui entendent céder les parts et le ou les associés qui entendent acquérir les parts. Au cas où les associés ci-dessus désignés ne s'entendent pas pour nommer un expert, celui-ci sera désigné par le Président du Tribunal de commerce de Luxembourg.

Les associés qui n'auront pas répondu dans un délai de trente (30) jours par lettre recommandée à l'offre décrite ci-dessus seront considérés comme ayant renoncé à leur droit de préférence.

Au décès de l'un des associés, tout associé survivant pourra par priorité s'attribuer la pleine propriété de tout ou partie de ces parts en indemnisant les héritiers sur base des trois derniers bilans de la société.

En cas de désaccord entre l'(les) associé(s) survivant(s) et les héritiers de l'associé prédécédé sur la valeur des parts revendiquées par l'(les) associé(s), la valeur de ces parts sera arrêtée par un collège de trois experts dont le comptable en exercice de la société, un expert nommé par les héritiers et un expert à désigner par le Président de la Chambre des Notaires.

Tant que cette évaluation ne sera pas terminée, et à condition que les héritiers possèdent ensemble la majorité des parts, les héritiers pourront désigner un commissaire aux comptes, respectivement un surveillant, qui leur fera rapport des opérations du conseil d'administration.

En cas de désaccord persistant entre les héritiers et l'(les) associé(s) survivant(s) sur la gestion de la société, la partie la plus diligente, ou le commissaire désigné par les héritiers s'il juge qu'il y a péril en la demeure, pourront demander la médiation du collège d'experts composé comme ci-dessus.

Si les experts n'arrivent pas à mettre les parties d'accord, ils évalueront la valeur des titres restants des héritiers que l'(les) associé(s) survivant(s) pourra(ont) alors acquérir.

Si l'(les) associé(s) survivant(s) ne s'est (se sont) pas porté(s) acquéreur(s) des titres dans le mois de l'évaluation, les héritiers pourront vendre les titres à qui bon leur semblera.

Par ailleurs, les relations entre associés et/ou les relations entre les associés et des personnes physiques ou morales bien déterminées pourront faire l'objet d'un contrat d'association ou de partenariat sous seing privé.

Un tel contrat, par le seul fait de sa signature, aura inter partes la même valeur probante et contraignante que les présents statuts.

Un tel contrat sera opposable à la société après qu'il lui aura dûment été signifié, mais il ne saurait avoir d'effet vis-à-vis des tiers qu'après avoir été dûment publié.

Art. 6. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la société.

Art. 7. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers ne pourront pour quelque motif que ce soit faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront s'en rapporter aux inventaires de la société et aux décisions des assemblées générales.

Art. 8. La société sera gérée par un ou plusieurs gérants nommés et révocables par l'Assemblée générale.

Les gérants ne sont révocables, quel que soit le mode de leur nomination, que pour des causes légitimes.

Les gérants peuvent déléguer tout ou partie de leurs pouvoirs sous réserve de l'accord de l'Assemblée Générale.

Art. 9. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 10. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir les voix des associés représentant les 3/4 du capital social.

Art. 11. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 12. L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Chaque année le trente et un décembre les comptes annuels sont arrêtés et la gérance dresse l'inventaire comprenant les pièces comptables exigées par la loi.

Art. 13. Sur le bénéfice net de la société, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution du fonds de réserve légal jusqu'à ce que celui-ci ait atteint le dixième du capital social.

Le surplus du bénéfice est à la disposition de l'assemblée générale.

Art. 14. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par le ou les gérants, sinon par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 et de ses lois modificatives, ou à défaut par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce compétent statuant sur requête de tout intéressé.

Art. 15. Pour tous les points non prévus expressément dans les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions légales.

Frais

Le montant des charges, frais, dépenses ou rémunérations sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué sans nul préjudice à la somme d'environ mille deux cents Euros (Eur 1.200,-).

Le notaire instrumentant attire l'attention des comparants qu'avant toute activité commerciale de la société présentée fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social.

Les comparants reconnaissent avoir reçu du notaire une note résumant les règles et conditions fondamentales relatives à l'octroi d'une autorisation d'établissement, note que le Ministère des Classes Moyennes a fait parvenir à la Chambre des Notaires en date du 16 mai 2001.

Loi anti-blanchiment

En application de la loi du 12 novembre 2004, les comparants déclarent être les bénéficiaires réels de cette opération et déclarent en plus que les fonds ne proviennent ni du trafic de stupéfiants ni d'une des infractions visées à l'article 506-1 du code pénal luxembourgeois.

Souscription

Les 100 parts sociales sont intégralement libérées par des versements en espèces ainsi qu'il en a été démontré au notaire qui le constate expressément, et souscrites comme suit:

	Parts sociales
- Monsieur Fernand HERTERT,	50
- Madame Germaine BISDORFF,	50
TOTAL:	100

Disposition transitoire

Le premier exercice commence le jour de la constitution pour finir le trente et un décembre deux mil huit.

Assemblée générale

Les fondateurs prénommés, détenant l'intégralité des parts sociales, se sont constitués en Assemblée Générale et ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

- 1) Le siège social est fixé à L-1128 Luxembourg, 28-30, Val Saint André.
- 2) La société sera gérée par un gérant technique et deux gérants administratifs:
- 3) Est nommé gérant technique: Monsieur Guy DIEDERICH, commerçant, né le 10 juillet 1956 à Luxembourg, demeurant à L-8239 Mamer, 20, rue Klengliller.
- 4) Sont nommés gérants administratifs:
 - Monsieur Fernand HERTERT, agent immobilier, né à Luxembourg le 16 juin 1964, demeurant à L-8352 Dahlem, 4, um Paerchen et

- Madame Germaine Hélène BISSDORFF, employée privée, née à Luxembourg le 28 mai 1962, demeurant à L-4391 Pontpierre, 25, rue de Luxembourg.

5) La société sera engagée en toutes circonstances par la signature conjointe du gérant technique et d'un gérant administratif.

Dont acte, fait et passé à Capellen, en l'étude du notaire instrumentant, à la date mentionnée en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte, après s'être identifiés au moyen d'une copie de leurs cartes d'identité.

Signé: F. HERTERT, G. BISSDORFF, C. MINES.

Enregistré à Capellen, le 13 octobre 2008, Relation: CAP/2008/3112. — Reçu soixante-deux euros cinquante cents 125.000 à 0,2% = 62,50,- €.

Le Receveur (signé): I. Neu.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Capellen, le 15 octobre 2008.

Camille MINES.

Référence de publication: 2008135884/225/137.

(080159019) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Domaine de Leesbach S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1474 Luxembourg, 5, Sentier de l'Espérance.

R.C.S. Luxembourg B 129.068.

Le bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17/10/2008.

Pour la société

PKF Weber et Bontemps

Experts comptables et fiscaux

Réviseurs d'entreprises

Signatures

Référence de publication: 2008135738/592/17.

Enregistré à Luxembourg, le 28 octobre 2008, réf. LSO-CV08062. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080159034) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Reggio International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 4, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 77.769.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

REGGIO INTERNATIONAL S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008135778/815/13.

Enregistré à Luxembourg, le 23 octobre 2008, réf. LSO-CV07025. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080158644) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Daje Partners, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 142.482.

STATUTS

L'an deux mille huit, le deux octobre.

Par-devant Maître Anja HOLTZ, notaire de résidence à Wiltz.

A comparu:

Monsieur Gabriel DERY, avec adresse professionnelle à 75, Parc d'Activités, L-8308 Capellen, né le 03/11/1954 à Rabat, au Maroc, dirigeant de sociétés, avec carte nationale d'identité N ° 061069107322, ici représenté par Monsieur Benoît de BIEN, consultant, avec adresse professionnelle à L-9515 Wiltz, 59, rue G.-D. Charlotte, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Lyon France, le 30/09/2008, laquelle procuration, après avoir été signée «NE VARIETUR» par le notaire et le comparant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci. Lequel comparant, tel que représenté, a déclaré constituer une société à responsabilité limitée, dont il a arrêté les statuts comme suit:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des parts sociales ci-après créées une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «DAJE PARTNERS» Sàrl.

Art. 2. Le siège social de la société est établi à Mamer/Capellen.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par décision des associés.

Art. 3. La durée de la société est illimitée.

Art. 4. La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière, de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion et la mise en valeur du portefeuille qu'elle possèdera, l'acquisition, la cession, la mise en valeur de brevets, de licences et de biens immeubles.

La société peut prêter et emprunter avec ou sans garantie, elle peut participer à la création et au développement de toutes sociétés et leur prêter tous concours.

En général, la société pourra faire toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières qui se rapportent directement ou indirectement à son objet social et qui seraient de nature à en faciliter la réalisation et le développement.

Art. 5. Le capital social est fixé à huit cent dix-huit mille cinq cent cinquante euros (818.550,- €) divisé en cent (100) parts sociales sans valeur nominale, réparties comme suit:

1. Monsieur Gabriel DERY, préqualifié, cent parts	100
Total des parts: cent parts	100

Libération

Ces parts sociales ont été entièrement libérées par des apports en nature de parts de sociétés appartenant au comparant et libres de toute charge ou antichrèse, tel qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

A savoir:

1. 90 parts sur 100 de la société SCI «DAG», inscrite au RCS de Pontoise sous le numéro 428 767 669, dont le siège social est sis à F-95480, Pierrelaye, 258, boulevard du Havre, pour une valeur d'apport global de 720.000,- €.

2. 1350 parts sur 1500 de la société SCI «JAS», inscrite au RCS de Lyon sous le numéro 453 672 495, dont le siège social est sis à F-69002, Lyon, 9, place des Jacobins rémunérées, pour une valeur d'apport global de 98.550,- €.

Le transfert de propriété des parts sociales des sociétés apportées résulte des présents statuts sans qu'il y ait lieu à délivrance d'aucun titre.

Art. 6. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes de l'actif social, ainsi que des bénéfices.

Les parts sociales sont insaisissables. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à un non associé que de l'accord du ou des associés représentant l'intégralité des parts sociales.

En cas de refus de cession, les associés non cédants s'obligent eux-mêmes à reprendre les parts offertes en cession.

Les valeurs de l'actif net du bilan serviront de base pour la détermination de la valeur des parts à céder.

Art. 7. Le décès, l'incapacité, la faillite ou la déconfiture d'un associé n'entraînera pas la dissolution de la société.

En cas de transmission pour cause de mort à des non associés, les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non associés que moyennant l'agrément unanime des associés survivants.

En cas de refus d'agrément, il est procédé comme prévu à l'article 6.

Art. 8. Les créanciers, ayants droit ou héritiers, alors même qu'il y aurait parmi eux des mineurs ou incapables, ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer de quelque manière que ce soit dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront s'en rapporter aux inventaires de la société et aux décisions des assemblées générales.

Gérance - Assemblée générale

Art. 9. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables ad nutum à tout moment par l'assemblée générale qui fixe les pouvoirs et les rémunérations.

Le ou les gérants sont nommés par l'assemblée générale. Ils sont nommés pour une durée indéterminée. Leurs pouvoirs sont définis dans l'acte de nomination.

Art. 10. Le ou les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 11. Pour engager valablement la société, la signature du ou des gérants est requise.

Art. 12. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quelque soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède.

Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 13. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification des statuts doivent réunir les voix des associés représentant les trois quarts du capital social.

Année sociale - Bilan

Art. 14. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Chaque année, le 31 décembre, les comptes annuels sont arrêtés et la gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société, ainsi qu'un bilan et un compte de pertes et profits.

Art. 15. Les produits de la société, déduction faite des frais généraux et des charges sociales, de tous amortissements de l'actif et de toutes provisions pour risques commerciaux et industriels, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net constaté, il est prélevé cinq pourcent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci ait atteint le dixième du capital social.

Le surplus du bénéfice est à la libre disposition des associés.

Les associés pourront décider, à la majorité fixée par les lois afférentes, que le bénéfice, déduction faite de la réserve, pourra être reporté à nouveau ou versé à un fonds de réserve extraordinaire ou distribué aux associés.

Dissolution - Liquidation

Art. 16. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 et de ses lois modificatives ou, à défaut, par ordonnance du Président du tribunal d'arrondissement, statuant sur requête de tout intéressé.

Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

Disposition générale

Art. 17. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Mesure transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2009.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge, en raison de sa constitution, est évalué sans nul préjudice à la somme de 2.000,- EUR. Le comparant demande l'exemption fiscale du droit d'apport pour apporter plus de 65% de sociétés domiciliées sur le territoire de la Communauté Européenne.

Assemblée Générale extraordinaire

Et à l'instant, l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social, et représenté par Monsieur de BIEN, pré-qualifié, a pris les résolutions suivantes:

- 1.- Le siège social de la société est établi à L-8308 Mamer/Capellen, 75, Parc d'Activités.
- 2.- Le nombre de gérants est fixé à un.
- 3.- L'assemblée générale désigne pour une durée indéterminée SEREN Sàrl, avec siège social à 75, Parc d'Activités, L-8308 Capellen, en tant que gérant unique.

La société sera valablement engagée par la signature du gérant.

Dont acte, fait et passé à Capellen, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: B. de Bien, Anja Holtz.

129326

Enregistré à Wiltz, le 3 octobre 2008, WIL/2008/884. — Reçu douze euros = 12,- €.

Le Receveur (signé): J. Pletschette.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, le 21 octobre 2008.

Anja HOLTZ.

Référence de publication: 2008135530/2724/120.

(080159369) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Pavillon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

R.C.S. Luxembourg B 90.511.

Le bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17/10/2008.

Pour la société

PKF Weber et Bontemps

Experts Comptables et Fiscaux

Réviseurs d'Entreprises

Signatures

Référence de publication: 2008135502/592/17.

Enregistré à Luxembourg, le 28 octobre 2008, réf. LSO-CV08019. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080159039) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

P.R. International S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 152.500,00.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 56.664.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bart Zech.

Référence de publication: 2008135718/724/13.

Enregistré à Luxembourg, le 28 octobre 2008, réf. LSO-CV08113. - Reçu 28,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080159261) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Maila 2008 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.

R.C.S. Luxembourg B 142.476.

STATUTS

L'an deux mille huit, le vingt-deux octobre.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU:

La société AELSION INVESTISSEMENTS S.A., société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social à L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 68.040,

représentée par son administrateur-délégué, Monsieur Angelo Zito, comptable, demeurant professionnellement à L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme:

Titre I^{er} . Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er} . Il est formé une société anonyme sous la dénomination de MAILA 2008 S.A. (ci-après "la Société").

Art. 2. Le siège de la Société est établi à Luxembourg.

Par simple décision du conseil d'administration, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires ou de l'actionnaire unique.

L'assemblée générale autorise le conseil d'administration à transférer le siège social de la Société dans tout autre endroit de la même commune.

Art. 3. La durée de la Société est illimitée.

Art. 4. La Société a pour objet la souscription et la prise de participations ou d'intérêts dans le capital de toute société, société en participation, de tout consortium ou groupement d'entreprises. Elle peut prendre des participations dans des entreprises ayant un objet analogue, similaire ou connexe au sien. Elle peut également acquérir et mettre en valeur des droits de propriété intellectuelle, tels que brevets, marques, dessins, modèles et droits d'auteur.

La Société a également pour objet, soit directement soit en sous-traitance, l'acquisition, l'exploitation et la gestion de tous biens et droits de nature immobilière, l'acquisition de terrains, d'immeubles, la construction d'un ou plusieurs immeubles en vue de leur vente en totalité ou par fraction et d'une manière générale l'exercice de ses droits de propriété sur ces biens et toutes opérations susceptibles d'en faciliter indirectement la réalisation (délégation de maîtrise d'ouvrage, maître d'oeuvre), l'activité de promotion et d'agence immobilière, les opérations entrant dans le cadre des loueurs en meubles professionnels.

D'une façon générale, elle peut faire toutes opérations mobilières, immobilières, financières, se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en favoriser la réalisation ou son extension.

Titre II. Capital - Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à EUR 31.000,- (trente et un mille euros), représenté par 310 (trois cent dix) actions d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent euros) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires ou de l'actionnaire unique, sauf dispositions contraires de la loi.

La Société peut, dans la mesure où et aux conditions auxquelles la loi le permet, procéder au rachat de ses propres actions avec l'autorisation du conseil d'administration.

Le capital autorisé est fixé à EUR 310.000,- (trois cent dix mille euros) qui sera représenté par 3.100 (trois mille cent) actions d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent euros) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la Société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires ou de l'actionnaire unique statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre, le conseil d'administration est, pendant une période de cinq années à partir de la publication du présent acte au Mémorial C, autorisé à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé.

Ces augmentations de capital peuvent être souscrites et émises sous formes d'actions, d'options, de warrants, d'émissions d'actions avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature, ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles de l'actionnaire vis-à-vis de la Société.

Dans le cadre du capital autorisé, le conseil d'administration a le droit d'utiliser les bénéfices réservés ou reportés en vue de leur incorporation au capital.

Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver à l'actionnaire un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir en paiement le prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une variation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Titre III. Administration

Art. 6. La Société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Ils sont nommés par l'assemblée générale, pour un terme ne pouvant dépasser six années; ils sont rééligibles et toujours révocables.

Le nombre des administrateurs, la durée de leur mandat et leurs émoluments sont fixés par l'assemblée générale des actionnaires.

Le poste d'un administrateur sera vacant si:

- Il démissionne de son poste avec préavis à la Société, ou
- Il cesse d'être administrateur par application d'une disposition légale ou il se voit interdit par la loi d'occuper le poste d'administrateur, ou
- Il tombe en faillite ou fait un arrangement avec ses créanciers, ou
- Il est révoqué par une résolution des actionnaires.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, nommé par l'assemblée générale des actionnaires ou par l'actionnaire unique, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa prochaine réunion, procède à l'élection définitive.

Si la nomination faite par le conseil d'administration n'est pas ratifiée par cette assemblée, les délibérations prises avec l'administrateur et les actes accomplis par lui n'en seront pas moins valables.

Art. 7. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et accomplir tous les actes d'administration et de disposition nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social.

Lorsque la Société compte un administrateur unique, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale sont de la compétence du conseil d'administration. Le conseil d'administration peut notamment acquérir des valeurs mobilières, des créances et d'autres avoirs de toute nature, émettre des obligations, contracter des prêts, constituer des sûretés sur les avoirs de la Société et de conclure des contrats d'échanges sur devises et taux d'intérêt, étant entendu que ces décisions devront être prises à l'unanimité par les administrateurs.

Art. 8. Sous réserve des dispositions de l'article 72-2 de la loi modifiée du 10 août 1915, le conseil d'administration est autorisé à procéder à un versement d'acomptes sur dividendes en faveur des actionnaires.

Art. 9. Le conseil d'administration choisira un président parmi ses membres. En cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être confiée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation, chaque fois que l'intérêt de la Société l'exige.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, câble, télégramme, télex, télécopie ou E-mail, étant admis.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence, conférence téléphonique ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. Lorsqu'une réunion est effectuée par conférence téléphonique ou visioconférence, elle devra être initiée et présidée depuis Luxembourg. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Art. 10. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par la personne nommée en son remplacement, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 11. Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion journalière, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La (Les) première(s) personne(s) à qui sera (seront) déléguée(s) la gestion journalière peut (peuvent) être nommée (s) par la première assemblée générale des actionnaires.

Il peut aussi confier la gestion de toutes les activités de la Société ou d'une branche spéciale de celles-ci à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour l'accomplissement de tâches précises à un ou plusieurs mandataires, qui ne doivent pas nécessairement être membres du conseil d'administration ou actionnaires de la Société.

Art. 12. Vis-à-vis des tiers, la Société est valablement engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs ou par la signature individuelle d'un délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs.

Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la Société sera valablement engagée par sa seule signature.

Art. 13. Tous les litiges dans lesquels la Société est impliquée comme demandeur ou comme défendeur, seront traités au nom de la Société par le conseil d'administration, représenté par son président ou par l'administrateur délégué à cet effet.

Les exploits pour ou contre la Société sont valablement faits au nom de la Société.

Dans les limites de la loi, chaque administrateur présent ou passé sera indemnisé sur les avoirs de la Société en cas de perte ou de responsabilité l'affectant du fait de l'exercice de sa fonction.

Titre IV. Surveillance

Art. 14. La surveillance de la Société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale des actionnaires ou par l'actionnaire unique pour une durée qui ne peut dépasser six ans. Ils sont rééligibles et toujours révocables.

Titre V. Assemblée générale des actionnaires - Décisions de l'actionnaire unique

Art. 15. L'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la Société. Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net réservé aux actionnaires.

Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

Art. 16. L'assemblée générale annuelle se tiendra à Luxembourg, à l'endroit spécifié dans la convocation, le troisième mardi du mois de juin à 14.00 heures.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée générale se tiendra le jour ouvrable suivant.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex, télécopie ou E-mail une autre personne comme son mandataire.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou les présents statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès-verbal.

Tout actionnaire peut participer à une réunion de l'assemblée générale par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. Lorsqu'une assemblée est effectuée par conférence téléphonique ou visioconférence, elle devra être initiée et présidée depuis Luxembourg. L'assemblée tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Titre VI. Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 17. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 18. L'excédant favorable du bilan, après déduction de toutes les charges de la Société, des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice net de la Société. Il est prélevé cinq pour cent (5%) du bénéfice net pour la constitution de la réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social, mais reprend son cours si, pour une cause quelconque, ladite réserve descend en dessous des dix pour cent du capital social.

L'assemblée générale des actionnaires ou l'actionnaire unique déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon le solde du bénéfice annuel net sera affecté.

Titre VII. Dissolution - Liquidation

Art. 19. La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale des actionnaires ou de l'actionnaire unique, statuant à la majorité des voix requises pour la modification des statuts. Si la Société est dissoute, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des actionnaires ou par l'actionnaire unique, qui détermine leurs pouvoirs et fixe leurs émoluments.

Sauf décision contraire, le ou les liquidateur(s) aura (auront) les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif de la Société.

L'actif, après déduction du passif, sera partagé entre les actionnaires en proportion des actions détenues par eux.

Titre VIII. Disposition générale

Art. 20. Pour tous les points non réglés par les présents statuts, les parties se réfèrent à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2008.
2. La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2009.

Souscription et Libération

Les statuts de la Société ayant ainsi été établis, la société AELSION INVESTISSEMENTS S.A., préqualifiée, déclare souscrire aux 310 (trois cent dix) actions représentant l'intégralité du capital, et les libérer entièrement en numéraire, de sorte que la somme de EUR 31.000,- (trente et un mille euros) est à la disposition de la Société, ainsi qu'il a en été prouvé au notaire instrumentant qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare que les conditions prévues par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée ultérieurement, sont remplies.

Frais

Le montant global des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge, en raison de sa constitution, est évalué approximativement à mille quatre cents Euros (€ 1.400,-).

Assemblée constitutive - Décisions de l'actionnaire unique

Et à l'instant la comparante préqualifiée, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'actionnaire unique:

Première résolution

Le nombre d'administrateurs est fixé à un.

Est appelé aux fonctions d'administrateur, son mandat expirant à l'assemblée générale ordinaire de 2014:

- Monsieur Francesco ZITO, employé privé, né le 10 décembre 1950 à Noci (Bari), Italie, demeurant professionnellement à L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.

Deuxième résolution

Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes, son mandat expirant à l'assemblée générale ordinaire de 2014:

- FIDUCIAIRE BEAUMANOIR S.A., société anonyme, ayant son siège à L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 52.618.

Troisième résolution

Le siège social de la Société est fixé à L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, celui-ci a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: A. ZITO, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 23 octobre 2008. Relation: ECH/2008/1413. — Reçu cent cinquante cinq euros (31.000,- à 0,5% = 155,- €).

Le Receveur (signé): MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 27 octobre 2008.

Henri BECK.

Référence de publication: 2008135510/201/225.

(080159326) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Villa Conrad S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 23, Zone d'Activités Bourmicht.

R.C.S. Luxembourg B 107.948.

Le bilan au 31/12/2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17/10/2008.

Pour la société

PKF Weber et Bontemps

Réviseurs d'Entreprises

Experts Comptables et Fiscaux

Signatures

Référence de publication: 2008135501/592/17.

Enregistré à Luxembourg, le 28 octobre 2008, réf. LSO-CV08003. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080159040) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

**Debt Solutions I Lux, S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. R2M Music Publishing II-LU, S.à r.l.).**

Capital social: USD 18.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5D, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 131.592.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Debt Solutions I Lux S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2008135727/260/15.

Enregistré à Luxembourg, le 28 octobre 2008, réf. LSO-CV08158. - Reçu 28,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080159277) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

**Partners Group Direct Investments 2008 S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la
forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.**

Siège social: L-1611 Luxembourg, 55, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 142.451.

STATUTES

In the year two thousand and eight, on the seventh day of the month of October.

Before Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

1. Partners Group Management II S.à r.l., a company incorporated under the laws of Luxembourg with its registered office at 55, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg, represented by Eva Brauckmann, Volljuristin, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 9 September 2008;

2. Partners Group Holding AG, Zugerstrasse 57, CH-6341 Baar-Zug, Switzerland, represented by Eva Brauckmann, prenamed, pursuant to a proxy dated 9 September 2008; and

3. Partners Group AG, Zugerstrasse 57, CH-6341 Baar-Zug, Switzerland, represented by Eva Brauckmann, prenamed, pursuant to a proxy dated 8 September 2008.

The proxies signed *ne varietur* by all the appearing parties and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties, in the capacity in which they act, have requested the notary to state as follows the articles of association of a société en commandite par actions which they form between themselves (the "Articles"):

Art. 1. Establishment. There exists among the subscribers and all those who become owners of Shares hereafter issued, a corporation in the form of a société en commandite par actions qualifying as investment company in risk capital under the law of 15th June 2004 under the name of "Partners Group Direct Investments 2008 S.C.A., SICAR" (the "Corporation").

Art. 2. Term. The Corporation is established for a period expiring on 31st December, 2019, provided that the Corporation by Shareholder Resolution taken under the conditions for amendments of these Articles may be dissolved prior to this date or continued for up to 3 (three) additional one-year periods.

Art. 3. Purpose. The object of the Corporation is to invest in Partners Group Direct Investments 2008, LP. (the "Fund"), representing risk capital within the meaning of article 1 of the law of 15 June 2004 on investment companies in risk capital,

in order to provide its Investors with the benefit of the result of the management of its assets in consideration of the risk which they incur.

(a) The Corporation may take any measures and carry out any operation, which it may deem useful in the development and accomplishment of its purpose to the full extent permitted by the law of 15th June 2004 on investment companies in risk capital.

Art. 4. Registered Office.

(a) The registered office of the Corporation is established in Luxembourg City, in the Grand-Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established in Luxembourg by resolution of the Manager. If and to the extent permitted by law, the Manager may decide to transfer the registered office to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg.

(b) In the event that the Manager determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Corporation at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Corporation which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

Art. 5. Share Capital.

(a) The authorised share capital of the Corporation is set at ten million Euro (EUR 10,000,000.-) divided into:

- (i) five million (5,000,000) Ordinary Shares with a par value of one Euro (EUR 1.-) per Share; and
- (ii) five million (5,000,000) Manager Shares with a par value of one Euro (EUR 1.-) per Share.

(b) The Corporation is incorporated with the minimum share capital of thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-), represented by thirty thousand nine hundred and ninety-eight (30,998) Manager Shares and two (2) Ordinary Shares of a par value of one Euro (EUR 1.-) per Share.

(c) The Manager may delegate to any duly authorised officer of the Corporation or to any other duly authorised person, the duty of accepting subscriptions and of delivering and receiving payment for Shares issued.

(d) Within the limits of the authorised share capital, the Manager is authorised to issue Shares as follows:

- (i) each Ordinary Share shall be issued for a total subscription price of one thousand Euro (EUR 1,000.-) (comprising the par value of one Euro (EUR 1.-) and a share premium of nine hundred and ninety-nine Euro (EUR 999.-); and
- (ii) each Manager Share shall be issued at a subscription price of EUR 1 plus a share premium between EUR 0 and EUR 1, as determined by the Manager.

(e) The total amounts contributed to the Corporation by an Investor (comprising par value and share premium) are referred to as "Contributions".

(f) The Manager may issue Shares under the authorised capital structure until the fifth anniversary of the publication of the Articles. A Shareholder Resolution taken under the conditions for amendments of these Articles may extend this period.

(g) The Manager will determine the dates of the share offerings of the Corporation for the admission of additional Investors (each a "Share Offering"), and may hold further Share Offerings over a period of eighteen months following the initial Share Offering. Existing Shareholders will have no preferential right to participate in further Share Offerings.

(h) The Manager acting on behalf of the Corporation has full discretion to organise the procedures relating to closings, drawdowns and payments upon drawdown.

(i) The minimum capital, as defined in the law of 15th June 2004 on investment companies in risk capital, which must be achieved within twelve months after the date on which the Corporation has been authorised as a société d'investissement en capital à risque under Luxembourg law, shall be 1 million Euro.

Art. 6. The Manager.

(a) The "associé-gérant-commandité" of the Corporation shall be Partners Group Management II S.à.r.l., a corporation organised under the laws of Luxembourg (the "Manager").

(b) The Manager is jointly and severally liable for all liabilities to third parties which cannot be met out of the assets of the Corporation. The Manager shall not be liable on its own assets for the payment of (i) any distributions to Shareholders or (ii) the return of Contributions to Shareholders.

Art. 7. Liability of investors.

(a) The Investors are not permitted to act on behalf of the Corporation in any manner or capacity other than by exercising their rights at Shareholder meetings.

(b) The Investors shall be solely liable for payment to the Corporation of (i) the par value and share premium on any Ordinary Shares and any Undrawn Commitment, (ii) the return of distributions, and (iii), if applicable, an Entry Charge (according to the term defined hereafter).

Art. 8. Share Register.

(a) All issued Shares of the Corporation shall be recorded in the Shareholder register (the "Register"). The Register shall contain the name of each Shareholder, their residence, registered office or elected domicile, the number and class of Shares held, the amount paid in on the Shares, and the banking account details of the Shareholders.

(b) Until notices to the contrary have been received by the Corporation, it may treat the information contained in the Register as accurate and up-to-date and may in particular use the inscribed addresses for the sending of notices and announcements and the inscribed banking account details for the making of any payments.

(c) The Manager will appoint an entity responsible for the maintenance of the Register (the "Registrar").

(d) Transfers of Shares shall be effected by inscription of the transfer in the Register upon delivery to the Corporation of a completed transfer form together with such other documentation as the Corporation may require.

(e) Investors may transfer fully paid Ordinary Shares to Eligible Investors (according to the term defined hereafter). Their Undrawn Commitment (according to the term defined hereafter) may be transferred to the extent the transferee is (i) creditworthy, as determined by the Manager, and (ii) eligible in accordance with the provisions of the Law.

(f) Fractions of Shares may be issued up to three decimal places.

(g) Shares will only be issued as registered securities.

(h) Shares will be available in book-entry form. No certificates will be issued.

Art. 9. Commitment.

(a) In the Subscription Agreement Investors will undertake to subscribe for a certain number of Ordinary Shares (each a "Commitment", and accordingly, where the context requires, a Commitment shall be that amount in Euro equivalent to the subscription price of the total number of Ordinary Shares comprised in the Commitment).

(b) The minimum Commitment to the Corporation by an Investor will be 5,000 (five thousand) Ordinary Shares in an amount of EUR 5 million, although the Manager reserves the right to admit Investors with lower Commitments.

(c) The Commitment made by each Investor will be payable in instalments by subscribing for additional Shares in the Corporation. Prior to each Contribution, the Manager will issue a drawdown notice advising Investor of the portion of their Commitment required to be contributed to the Corporation and the corresponding number of Shares that will be issued, whereupon such amount shall be payable within 10 calendar days, in cash denominated in EUR, and the relevant number of Shares shall be issued to Investors on a pro-rata basis (each such event of drawing down capital being a "Drawdown").

(d) Drawdowns will be made in proportion to the Commitment of each Investor, as needed to satisfy the capital requirements of the Corporation's investments and to maintain a reserve for the operating expenses of the Corporation.

Art. 10. Eligible Investor.

(a) The Manager on behalf of the Corporation may, at its discretion, restrict or prevent the ownership of Shares in the Corporation by any person, firm or corporate body.

(b) Only Eligible Investors (according to the term defined hereafter) shall be permitted to hold shares in the Corporation.

(c) The Manager may, at its discretion, delay the acceptance of any application for Shares until such time as sufficient documentation has been provided verifying that the applicant qualifies as an Eligible Investor.

(d) Where the Corporation determines that an Investor is not an Eligible Investor, or is in breach of its representations and warranties or fails to make such representations and warranties as the Manager may require, the Corporation may require such Investor to sell all or part of its Shares in accordance with the following provisions:

(i) the Corporation shall serve a notice (the "Purchase Notice") upon the Investor, specifying the Shares to be purchased as aforesaid, the price to be paid for such Shares (the "Purchase Price"), and the place at which the Purchase Price in respect of such Shares is payable. Any such notice may be served upon such Investor by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such Investor at his last address known to or appearing in the Register. Immediately after the close of business on the date specified in the Purchase Notice, such Investor shall cease to be the owner of the Shares specified in such notice and its name shall be removed as to such Shares in the Register;

(ii) the Purchase Price of the Shares shall be an amount equal to 75% of the most recently determined Net Asset Value of the Shares determined in accordance with Article 18 hereof (attributable pro-rata to the Shares specified in the Purchase Notice in question);

(iii) payment of the Purchase Price will be made to the owner of such Shares, except during periods of exchange restrictions, and will be deposited by the Corporation with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Purchase Notice) for payment to such owner. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the Shares specified in such Purchase Notice shall have any further interest in such Shares or any of them, or any claim against the Corporation or its assets in respect thereof, except the right of the Investor appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank.

(e) The exercise by the Corporation of the powers conferred by this Article 10 shall not be questioned or invalidated in any case on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true

ownership of any Shares was otherwise than as appeared to the Corporation at the date of any Purchase Notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Corporation in good faith.

(f) In addition to any liability under applicable law, each Investor who does not qualify as an Eligible Investor, and who holds Shares, shall hold harmless and indemnify the Corporation, the Manager, the other Investors and Ordinary Shareholders and the Corporation's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding in circumstances where the relevant Investors had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Eligible Investor or had failed to notify the Corporation of its loss of such status.

Art. 11. Annual General Meeting.

(a) The annual general meeting of Shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Corporation or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the last Friday of the month of June at 12:30 p.m. (Luxembourg time). If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting of Shareholders shall be held on the preceding bank business day.

(b) Other Shareholder meetings may be held at such place and time as may be specified in the respective meeting notices.

Art. 12. Shareholder Meetings.

(a) All Shareholder meetings shall be presided over by the Manager.

(b) Any duly convened Shareholder meeting shall represent the entire body of Shareholders. It shall have the broadest power to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Corporation.

(c) A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by appointing another person as his proxy in writing.

(d) Each Manager Share and each Ordinary Share carries one vote at all Shareholder meetings.

(e) All Shares will vote as one class unless otherwise required by law or provided in these Articles.

(f) Except as otherwise required by law or provided in these Articles, resolutions at a Shareholder meeting (a "Shareholder Resolution") shall require the approval of:

(i) a simple majority of the votes cast, and

(ii) the Manager.

Any resolution at a Shareholder meeting deciding that the Corporation will no longer qualify as investment company in risk capital under the law of 15th June 2004 will need to be passed by a unanimous vote of all Shareholders and the Manager.

(g) Whenever the limited partners of the Fund are required or permitted to take any action by vote, such matter shall be presented to the Shareholders for their consent. The approval of the Corporation shall be based on a simple majority of the votes cast.

(h) The Manager shall provide at least 8 days prior notice of any Shareholder meeting as required under Luxembourg law.

(i) The Manager may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders for them to take part in any Shareholder meeting.

Votes cast as used in these Articles shall not include votes attaching to Shares in respect of which a Shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or invalid vote.

Art. 13. Manager Powers.

(a) The Manager has the broadest power to perform all acts of administration and disposition of the Corporation and to investigate, pursue and conclude transactions. All powers that are not reserved by law or these Articles to the general meeting of Shareholders are within the powers of the Manager.

(b) The Manager shall determine the investment and borrowing policy of the Corporation, subject to such restrictions as may be set forth by law or regulation and as the Manager shall determine.

(c) The Manager may appoint investment advisors and managers, as well as any other management or administrative agents. The Manager may enter into agreements with such persons or companies for the provision of their services, the delegation of powers to them, and the determination of their remuneration to be borne by the Corporation.

Art. 14. Due Authorisation. The Corporation shall be bound by the joint signatures of any duly authorised directors or officers of the Manager or by the signature of any other persons to whom authority shall have been delegated by the Manager.

Art. 15. Exculpation & Indemnification.

(a) No Indemnified Party (as defined below) shall be liable to the Corporation or any Investor for any act or omission taken or suffered by such Indemnified Party in the reasonable belief that such act or omission is in, or is not contrary to, the best interests of the Corporation and is within the scope of authority granted to such Indemnified Party, provided that such acts or omissions do not constitute gross negligence or a material violation of such Indemnified Party's obligations to the Corporation.

(b) To the fullest extent permitted by law, the Corporation shall indemnify and hold harmless the Manager or its affiliates, and any of their respective employees, officers, directors, agents, controlling persons or representatives (each an "Indemnified Party") from and against any and all claims, liabilities, damages, losses, costs and expenses (including amounts paid in satisfaction of judgments, in compromises and settlements, as fines and penalties and legal or other costs and expenses of investigating or defending against any claim or alleged claim) of any nature whatsoever, known or unknown, liquidated or unliquidated (collectively "Losses"), that are incurred by any Indemnified Party and arise out of or are related to the affairs or activities of the Corporation, including acting as a director of a target company, or the performance by such Indemnified Party of any of his responsibilities hereunder or otherwise in connection with being or having been a director or officer of the Corporation; provided that an Indemnified Party shall not be entitled to indemnification hereunder to the extent it is determined by any court or governmental body of competent jurisdiction that such Losses resulted directly from the Indemnified Party's gross negligence, wilful misconduct, or material breach of a material term of the Articles provided that such right of indemnification shall be reinstated in the event of such determination being reversed (Losses shall also include all costs and expenses incurred by the Indemnified Party in connection with obtaining a reversal of such determination).

(c) The right of any Indemnified Party to the indemnification provided herein shall be cumulative of, and in addition to, any and all rights to which such Indemnified Party may otherwise be entitled by contract or as a matter of law or equity and shall extend to such Indemnified Party's successors, assigns and legal representatives.

(d) Any Indemnified Party shall first seek to recover under any other indemnity or any insurance policies by which such Indemnified Party is indemnified or covered, as the case may be, but only to the extent that the indemnitor with respect to such indemnity or the insurer with respect to such insurance policy provides (or acknowledges its obligation to provide) such indemnity or coverage, as the case may be, on a timely basis. To the extent an Indemnified Party is indemnified pursuant to this Article 15 and subsequently recovers an amount in relation to the same matter from such indemnitor or insurer then such Indemnified Party shall account to the Corporation for the amount so recovered after deduction of all costs and expenses incurred in procuring recovery and all taxes thereon. The Indemnified Party shall obtain the written consent of the Manager prior to entering into any compromise or settlement which would result in an obligation of the Corporation to indemnify such Indemnified Party.

Art. 16. Contribution and Recontribution Obligations.

(a) The Corporation may require Investors to (i) make Contributions, and/or (ii) recontribute to the Corporation amounts up to the aggregate amount of distributions previously made to them, in order to satisfy indemnification or any other obligations of the Corporation.

(b) All of the foregoing contribution or recontribution obligations shall continue until the liquidation of the Corporation. The Corporation may make provision in order to satisfy indemnification or other obligations of the Corporation after the liquidation of the Corporation.

Art. 17. Share Redemption.

(a) Shares will generally not be redeemed.

(b) If at any time:

(i) any representation made by an Investor to the Corporation in connection with the acquisition of Ordinary Shares by such Investor is determined by the Manager not to be true and correct in any respect; or

(ii) an Investor does not fulfil its obligations towards the Corporation and in particular where such Investor has committed to subscribe for further Ordinary Shares in the Corporation and fails to honour its commitment to pay further Contributions within the time frame required,

then the Manager has the authority to suspend the pecuniary rights attached to the Ordinary Shares previously subscribed and paid for by the defaulting Investor or cause the sale and transfer to a new investor of any Ordinary Shares already held by the defaulting Investor for a price equal to the Purchase Price as defined in Article 10(d)(i) above for the relevant Shares then held by the defaulting Investor.

Art. 18. Net Asset Value of Shares.

(a) The net asset value of each Share class in the Corporation (the "Net Asset Value") shall be determined by the Manager on each Valuation Day (according to the term defined hereafter) in accordance with this Article 18.

(b) The Net Asset Value shall be expressed as a per Share figure and shall be determined by:

(i) first, establishing the value of assets less the liabilities of the Corporation (including any adjustments as considered by the Corporation to be necessary or prudent);

(ii) second, allocating the portion of assets and liabilities between the different classes of Share according to the aggregate Contributions of each Share class, adjusted as necessary to take into consideration any additional fees or distributions to which a particular Share class may be entitled; and

(iii) finally, dividing the total assets and liabilities allocated to each Share class by the total number of Shares in the respective class on the Valuation Day.

(c) The valuation of the Corporation's assets and liabilities shall be determined in accordance with generally accepted valuation principles in compliance with Article 5 (3) of the law of 15th June 2004 on investment companies in risk capital:

- (i) liquid assets shall be valued at their face value with interest accrued;
- (ii) investments in target funds shall be valued according to the most recent valuation report received from the general partners of the target funds adjusted for net capital activity.
- (iii) other investments and other property and assets of the Corporation shall be valued according to the valuation principles as set forth by the European Venture Capital Association.

Other fair valuation methods may be used if the Manager considers that another method better reflects the value of the assets if circumstances and market conditions so warrant. The fair valuation methods would then be used accordingly. Valuation methods will be used on a consistent basis.

(d) Different classes of Shares may be subject to different levels of fees and expenses and may be entitled to different distributions, such factors will be taken into consideration in determining the Net Asset Value of each Share class.

(e) The Net Asset Value for each Share class will be made available to Shareholders at the registered office of the Corporation within a period of time following the relevant Valuation Day disclosed in the sales documents of the Corporation.

(f) The determination of the Net Asset Value may be suspended during any period if, in the reasonable opinion of the Manager, a fair valuation of the assets of the Corporation is not practical for reasons beyond the control of the Corporation.

Art. 19. Accounting Year and Auditors.

(a) The accounting year of the Corporation shall begin on 1st January and shall terminate on the 31st December of the same year, with the exception of the first accounting year which shall begin on the date of the incorporation of the Corporation and shall terminate on the 31st December 2009.

(b) The annual general meeting of Shareholders shall appoint independent auditors.

Art. 20. Distributions.

(a) Within the limits provided by law and in respect of each class of Shares, the annual general meeting of Shareholders of each class shall, upon the proposal of the Manager in respect of such class, determine how the results allocated to that class shall be distributed in accordance with the provisions of these Articles.

(b) Interim dividends may be paid out on the Shares of any class upon the decision of the Manager.

(c) The Manager shall apply the following distribution policies:

(i) Distributable proceeds derived from investments will be distributed at times as determined by the Manager, provided that the Manager may retain reasonable amounts to pay or provide reserves for expenses and other obligations of the Corporation, including fees payable to the Manager or for re-investment purposes; and

(ii) The Manager may receive proceeds from the Corporation's investments in the form of marketable securities. The Manager will seek to sell such securities and distribute the net cash proceeds. The Manager will use reasonable efforts to sell marketable securities promptly, Shareholders will bear any associated market risk and related costs incurred during the disposition process.

Art. 21. Liquidation.

(a) In the event of a dissolution of the Corporation, liquidation shall be carried out by one or more liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed at a Shareholder meeting effecting such dissolution and which shall determine their powers and their remuneration.

(b) The net proceeds of liquidation shall be distributed by the liquidators to the holders of Ordinary Shares and Manager Shares pursuant to the rules set forth in Article 20.

(c) The net proceeds may be distributed in kind.

Art. 22. Amendment to Articles. These Articles may be amended from time to time by Shareholder Resolution.

Ar. 23. Governing Regulation. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the law of 10th August 1915 on commercial companies and amendments thereto and the law of 15th June 2004 on investment companies in risk capital.

Art. 24. Definitions. These definitions form an integral part of the Articles.

Eligible Investors Pursuant to article 2 of the law of 15th June 2004 on investment companies in risk capital, either a) professional or institutional investors or b) other investors who confirm in writing that they are well informed and fully aware of the risks and rewards of this type of investment within the meaning of the law of 15th June 2004 on investment companies in risk capital and who either invest or are committed to invest a minimum of EUR 125,000 in the Corporation or have obtained a certification by a professional of the financial sector confirming such investor's expertise, experience and knowledge in adequately appraising an investment in risk capital.

Any investor that is a U.S. person must be an "accredited investor" as defined in Rule 501(a) of Regulation D under the Securities Act and a "qualified purchaser" as defined in the U.S. Investment Company Act.

Entry Charge A charge which may be levied on an investor admitted to the Corporation subsequent to the initial share offering.

Investor(s) The investors who have acquired or have committed to acquire Ordinary Shares in accordance with the Subscription Agreement.

Manager Share A share issued by the Corporation that has been subscribed to by the Manager.

Ordinary Share A share issued by the Corporation that has been subscribed to by an Investor.

Undrawn Commitment The total number of Shares that an Investor has committed to acquire in the Subscription Agreement less the number of Shares subscribed and fully paid by such Investor or where the context requires the Euro equivalent of such amount.

Shares The Ordinary Shares and the Manager Shares.

Shareholders The holders of Ordinary Shares and Manager Shares.

Subscription Agreement The agreement the Corporation entered into with each of the Investors in connection with the commitment to subscribe for a certain number of Ordinary Share.

U.S. person Shall have the meaning ascribed in Regulation S, as amended from time to time, of the United States Securities Act of 1933, as amended ("the 1933 Act") or as in any other Regulation or act which shall come into force within the United States of America and which shall in the future replace Regulation S or the 1933 Act.

Valuation Day The last day of each quarter.

Expenses

The expenses which shall be borne by the Corporation as a result of its organisation are estimated at approximately EUR 7,500,-

Subscription and payment

The subscribers have subscribed for the number of shares and have paid in cash the amounts as mentioned hereinafter:

	Subscribed capital EUR	Paid-in amount EUR	Number of shares
1) Partners Group Management II S.à r.l., prenamed	30,998	30,998	30,998 Manager
2) Partners Group Holding AG, prenamed	1	1,000	1 Ordinary
3) Partners Group AG, prenamed	1	1,000	1 Ordinary
TOTAL	31,000	32,998	

Evidence of the above payment has been given to the undersigned notary.

Transitional provisions

1. The first accounting year of the Corporation shall begin on the date of its incorporation and end on 31st December 2009.
2. The first annual general meeting of the shareholders of the Corporation will be held in 2010.

Statement

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in article 26 of the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

General meeting of shareholders

The above named persons representing the entire subscribed capital and considering themselves as validly convened, have immediately proceeded to hold a general meeting of shareholders which resolved as follows:

I. The following company is elected as independent auditor: PricewaterhouseCoopers S.à r.l., Réviseur d'entreprises, 400, route d'Esch, L-1014 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The mandate shall lapse on the date of the annual general meeting in 2010.

II. The registered office of the Corporation is fixed at 55, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that on request of the above named person, this deed is worded in English followed by a German translation; at the request of the same appearing person, in case of divergence between the English and the German text, the English version will be prevailing.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this deed.

This deed having been read to the appearing person, who is known to the notary by her surname, Christian name, civil status and residence, said appearing person signed together with us, the notary, this original deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Im Jahr zweitausendundacht, am siebten Tag des Monats Oktober.

Vor Maître Henri HELLINCKX, Notar mit dem Amtssitz in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg).

Sind erschienen:

1. Partners Group Management II S.à r.l., eine nach den Gesetzen Luxemburgs gegründete Gesellschaft mit Sitz in 55, avenue de la Gare, L-1611 Luxemburg, vertreten wird durch Eva Brauckmann, Volljuristin, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß Vollmacht mit Datum vom 9. September 2008;

2. Partners Group Holding AG, Zugerstrasse 57, CH-6341 Baar-Zug, Schweiz, vertreten durch Eva Brauckmann, vorgeannt, gemäß Vollmacht mit Datum vom 9. September 2008; und

3. Partners Group AG, Zugerstrasse 57, CH-6341 Baar-Zug, Schweiz, vertreten durch Eva Brauckmann, vorgeannt, gemäß Vollmacht mit Datum vom 8. September 2008.

Die ne varietur von allen erschienenen Parteien und vom Notar unterzeichneten Vollmachten bilden einen Anhang zu diesem Dokument, das bei dem zuständigen Handelsregisteramt hinterlegt wird.

Die erschienenen Personen haben für die von ihnen vertretenen Parteien den Notar gebeten, die Satzung einer société en commandite par actions, die sie gemeinsam begründen, wie folgt festzuhalten (die "Satzung"):

" **Art. 1. Errichtung.** Zwischen den zeichnenden Parteien und all jenen, die Inhaber von später ausgegebenen Aktien werden, besteht eine Gesellschaft in Form einer société en commandite par actions, die als Investmentgesellschaft zur Anlage in Risikokapital gemäß Gesetz vom 15. Juni 2004 qualifiziert, und als "Partners Group Direct Investments 2008 S.C.A., SICAR" (die "Gesellschaft") firmiert.

Art. 2. Dauer. Die Gesellschaft wird für eine Dauer bis zum 31. Dezember 2019 errichtet, vorausgesetzt dass die Gesellschaft durch Aktionärsbeschluss, der gemäß den Regeln für die Änderung dieser Satzung gefasst wurde, vor diesem Datum aufgelöst werden kann oder um bis zu 3 (drei) zusätzliche Einjahresperioden weitergeführt werden kann.

Art. 3. Zweck.

(a) Der Zweck der Gesellschaft besteht darin, in Partners Group Direct Investments 2008, L.P. (der "Fonds") zu investieren, die Risikokapitalanlagen im Sinne von Artikel 1 des Gesetzes vom 15. Juni 2004 über die Investmentgesellschaft zur Anlage in Risikokapital darstellen, um ihren Aktionären unter Berücksichtigung der eingegangenen Risiken das Ergebnis der Verwaltung der Vermögenswerte zukommen zu lassen.

(b) Soweit nach dem Gesetz vom 15. Juni 2004 über die Investmentgesellschaft zur Anlage in Risikokapital zulässig, kann die Gesellschaft alle Maßnahmen und Vorkehrungen treffen, die sie im Hinblick auf die Zweckerfüllung als nützlich erachtet.

Art. 4. Gesellschaftssitz.

(a) Der Gesellschaftssitz ist in Luxemburg-Stadt, im Großherzogtum Luxemburg errichtet. Auf Beschluss des Managers können in Luxemburg Zweigniederlassungen errichtet oder weitere Büros betrieben werden. Sofern und soweit gesetzlich zulässig, kann der Manager beschließen, den Gesellschaftssitz an einen anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg zu verlegen.

(b) Falls der Manager feststellt, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen eingetreten sind oder bevorstehen, welche die ordentlichen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die Kommunikation zwischen ihrem Büro und Personen im Ausland unmöglich machen würden, kann der Sitz vorübergehend ins Ausland verlegt werden, bis sich diese außerordentlichen Umstände vollständig normalisiert haben; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die nationale Zugehörigkeit der Gesellschaft, die trotz der vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleiben wird.

Art. 5. Aktienkapital.

(a) Das genehmigte Aktienkapital der Gesellschaft beträgt zehn Millionen Euro (EUR 10.000.000) und ist aufgeteilt in:

(i) fünf Millionen (5.000.000) Vorzugsaktien mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1,-) pro Aktie; und

(ii) fünf Millionen (5.000.000) Manager-Aktien mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1,-) pro Aktie.

(b) Die Gesellschaft wird mit einem Aktienkapital von mindestens einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000) errichtet, eingeteilt in dreißigtausendneunhundertachtundneunzig (30.998) Manager-Aktien und zwei (2) Vorzugsaktien mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1,-) pro Aktie.

(c) Der Manager kann jedem ordnungsgemäß bevollmächtigten Gesellschaftsorgan oder jeder anderen ordnungsgemäß bevollmächtigten Person die Pflicht auferlegen, Zeichnungen entgegenzunehmen sowie Zahlungen für ausgegebene Aktien auszuführen oder zu empfangen.

(d) Der Manager ist berechtigt, im Rahmen der betraglichen Begrenzung des genehmigten Aktienkapital Aktien wie folgt auszugeben:

(i) jede Vorzugsaktie wird zu einem Zeichnungspreis von insgesamt eintausend Euro (EUR 1.000) ausgegeben (d.h. Nominalwert von einem Euro (EUR 1,-) zuzüglich Emissionsagio von neunhundertneunundneunzig Euro (EUR 999)); und

(ii) jede Manager-Aktie wird zu einem Zeichnungsbetrag von einem Euro (EUR 1,-) (zuzüglich Emissionsagio zwischen null (0) Euro und einem (1) Euro nach Ermessen des Managers) ausgegeben.

(e) Die Gesamtsumme der von einem Gesellschaftsinvestor an die Gesellschaft getätigten Zahlungen (d.h. Nominalwert und Emissionsagio) werden als "Kapitaleinlagen" bezeichnet.

(f) Der Manager kann im Rahmen des genehmigten Kapitals bis zum fünften Jahrestag der Veröffentlichung der Satzung Aktien ausgeben. Diese Periode kann jedoch durch Aktionärsbeschluss, der gemäß den Regeln für die Änderung der Satzung gefasst wurde, verlängert werden.

(g) Der Manager bestimmt die Zeitpunkte, an denen die Gesellschaft Aktienangebote durchführen kann, um zusätzliche Investoren aufzunehmen (jeweils ein "Aktienangebot"), und kann während eines Zeitraums von achtzehn Monaten nach dem erstmaligen Aktienangebot weitere Aktienangebote durchführen. Bestehende Aktionäre besitzen keine Vorzugsrechte bei der Teilnahme an weiteren Aktienangeboten.

(h) Der im Namen der Gesellschaft handelnde Manager verfügt über eine umfassende Kompetenz, das Vorgehen bei der Aufnahme von Investoren, bei Kapitalabrufen und bei Zahlungen, die auf Kapitalabrufe folgen, zu regeln.

(i) Das Mindestkapital, wie im Gesetz vom 15. Juni 2004 über die Investmentgesellschaft zur Anlage in Risikokapital definiert, das innerhalb von zwölf Monaten ab Genehmigung der Gesellschaft als société d'investissement en capital à risque nach Luxemburger Recht erreicht sein muss, beträgt 1 Million Euro.

Art. 6. Der Manager.

(a) Der Komplementär ("associé-gérant-commandité") der Gesellschaft ist Partners Group Management II S.à r.l, eine Gesellschaft, die nach Luxemburger Recht errichtet wurde (der "Manager").

(b) Der Manager haftet Dritten gegenüber unbeschränkt und solidarisch für alle Verbindlichkeiten, die nicht aus den Vermögenswerten der Gesellschaft befriedigt werden können. Der Manager haftet aber nicht mit seinem Vermögen für die Zahlung von (i) Ausschüttungen an Aktionäre oder (ii) die Rückzahlung von Kapitaleinlagen an Aktionäre.

Art. 7. Haftung der Gesellschaftsinvestoren.

(a) Den Gesellschaftsinvestoren ist es untersagt, für die Gesellschaft in irgendeiner Form zu handeln, außer durch Ausübung ihrer Rechte anlässlich von Aktionärsversammlungen.

(b) Gesellschaftsinvestoren haften einzig für folgende Zahlungen an die Gesellschaft: (i) Nominalwert und Emissionsagio der Vorzugsaktien sowie "Nicht-Abgerufenen-Zahlungszusagen" (gemäß definiertem Begriff), (ii) Rückzahlung von Ausschüttungen und (iii), falls anwendbar, eine Eintrittsgebühr (gemäß definiertem Begriff).

Art. 8. Aktienregister.

(a) Alle ausgegebenen Aktien der Gesellschaft werden im Aktienregister (das "Aktienregister") geführt. Das Aktienregister enthält den Namen jedes Aktionärs, ihren Wohnsitz, Gesellschaftssitz oder Domizil, die Anzahl und Klasse der gehaltenen Aktien, den für die Aktien einbezahlten Betrag und die Bankverbindung der Aktionäre.

(b) Solange die Gesellschaft keine gegenteiligen Instruktionen bekommen hat, darf sie die aus dem Aktienregister ersichtlichen Angaben als zutreffend und aktuell betrachten und kann insbesondere die darin enthaltenen Anschriften für das Versenden von Mitteilungen und Ankündigungen und die Bankverbindungen für den Zahlungsverkehr benutzen.

(c) Der Manager bestimmt eine juristische Person, die für das Führen des Aktienregisters verantwortlich ist (der "Registerführer").

(d) Die Übertragung von Aktien geschieht durch entsprechende Eintragung der Übertragung im Aktienregister, nachdem die Gesellschaft ein vollständiges Übertragungsformular zusammen mit jedwedem anderen Dokument, das die Gesellschaft verlangt, erhalten hat.

(e) Gesellschaftsinvestoren können voll eingezahlte Vorzugsaktien an Zulässige Investoren (gemäß definiertem Begriff) frei übertragen. Ihre Nicht-Abgerufene-Zahlungszusage (gemäß definiertem Begriff) kann übertragen werden, soweit der Erwerber (i) nach Einschätzung des Managers zahlungsfähig ist und (ii) im Einklang mit den gesetzlichen Voraussetzungen zulässig ist.

(f) Aktienbruchteile können bis zur dritten Dezimalstelle ausgegeben werden.

(g) Die Aktien werden nur als Namensaktien ausgegeben.

(h) Die Aktien sind in elektronisch verbuchungsfähiger Form erhältlich. Es werden keine Zertifikate ausgegeben.

Art. 9. Zahlungszusage.

(a) Im Zeichnungsvertrag verpflichten sich die Gesellschaftsinvestoren, eine gewisse Anzahl Vorzugsaktien zu zeichnen (jeweils eine "Zahlungszusage", bzw. wo es der Zusammenhang erfordert, versteht sich die Zahlungszusage als jener Euro-Betrag, der dem Zeichnungspreis aller von der Zahlungszusage erfassten Vorzugsaktien entspricht).

(b) Die Mindestzahlungszusage eines Gesellschaftsinvestors an die Gesellschaft beträgt 5,000 (fünf Tausend) Vorzugsaktien im Gesamtbetrag von 5 Millionen Euro, wobei sich der Manager das Recht vorbehält, Gesellschaftsinvestoren mit geringeren Zahlungszusagen zuzulassen.

(c) Die von einem Gesellschaftsinvestor gegebene Zahlungszusage ist in Raten zahlbar, indem zusätzliche Aktien der Gesellschaft zu zeichnen sind. Der Manager versendet vor jeder Kapitaleinlage eine Abrufmitteilung an die Gesellschaftsinvestoren mit dem Hinweis auf den für die Einlage an die Gesellschaft erforderlichen Teil ihrer Zahlungszusage und auf die entsprechende Zahl der auszugebenden Aktien. Darauf ist der Geldbetrag in Euro innerhalb von 10 Kalendertagen bar einzuzahlen und die entsprechende Zahl Aktien wird den Gesellschaftsinvestoren anteilig zugeteilt (jeder dieser Abrufvorgänge wird als "Kapitalabruf" bezeichnet).

(d) Kapitalabrufe werden nach Maßgabe des Mittelbedarfs für die Anlagen der Gesellschaft und die Deckung der laufenden Ausgaben im Verhältnis zu den Zahlungszusagen jedes Gesellschaftsinvestors getätigt.

Art. 10. Zulässiger Investor.

(a) Der im Namen der Gesellschaft handelnde Manager kann in eigenem Ermessen den Erwerb und den Besitz von Aktien durch irgendeine Person, Firma oder Körperschaft einschränken oder untersagen.

(b) Nur "Zulässigen Investoren" (gemäß definiertem Begriff) ist es erlaubt, Aktien an der Gesellschaft zu halten.

(c) Der Manager kann in eigenem Ermessen die Annahme von Anträgen zur Zeichnung von Aktien solange aufschieben, bis ausreichend dokumentiert worden ist, dass der Antragsteller die Voraussetzungen eines Zulässigen Investors erfüllt.

(d) Soweit die Gesellschaft feststellt, dass ein Gesellschaftsinvestor kein Zulässiger Investor ist oder gegen seine Zusicherungen und Gewährleistungen verstößt oder die vom Manager verlangten Zusicherungen und Gewährleistungen nicht abgeben kann, ist die Gesellschaft von einem solchen Gesellschaftsinvestor verlangen, alle oder einen Teil seiner Aktien nach Maßgabe der nachfolgenden Bestimmungen zu veräußern:

(i) Die Gesellschaft stellt dem Gesellschaftsinvestor eine Anzeige zu (die "Kaufanzeige"), auf der angegeben ist, welche Aktien wie oben erwähnt zu erwerben sind, welcher Preis für diese Aktien zu bezahlen ist (der "Kaufpreis") und an welchem Ort der Kaufpreis für die betreffenden Aktien zu entrichten ist. Jede solche Anzeige kann dem jeweiligen Gesellschaftsinvestor per Post in einem frankierten und eingeschriebenen Umschlag an dessen zuletzt bekannte oder im Aktienregister eingetragene Adresse zugestellt werden. Unmittelbar nach Geschäftsschluss an dem in der Kaufanzeige angegebenen Tag verliert der betreffende Gesellschaftsinvestor die Aktionärsstellung in Bezug auf die in der jeweiligen Anzeige angegebenen Aktien und sein Name wird entsprechend aus dem Aktienregister gelöscht;

(ii) der Kaufpreis der Aktien beträgt 75% des zuletzt in Übereinstimmung mit Artikel 18 bestimmten Nettoinventarwertes der Aktien (zurechenbarer Pro-rata-Anteil der in der betreffenden Kaufanzeige angegebenen Aktien);

(iii) der Kaufpreis wird dem Eigentümer der Aktien entrichtet, außer in Zeiten von Devisenbeschränkungen, und wird durch die Gesellschaft bei einer Bank in Luxemburg oder sonstwo (gemäß Angabe in der Kaufanzeige) zwecks Zahlung an den Gesellschaftsinvestor hinterlegt. Nach der zuvor beschriebenen Hinterlegung des Kaufpreises hat die Person, die von den in der Kaufanzeige aufgeführten Aktien betroffen ist, keinerlei weitere Rechte an diesen Aktien und keinerlei Anspruch gegenüber der Gesellschaft oder deren Vermögen in Bezug auf diese Aktien, mit Ausnahme des Rechtes des Gesellschaftsinvestors, als Inhaber dieser Aktien bei der Bank zu erscheinen, um den bei dieser hinterlegten Betrag (ohne Verzinsung) zu erhalten.

(e) Die Ausübung der der Gesellschaft aufgrund dieses Artikels 10 erteilten Befugnisse kann keinesfalls dadurch in Frage gestellt oder ungültig erklärt werden, dass der Nachweis über den Aktienbesitz durch irgendeine Person unzureichend gewesen sei oder dass der tatsächliche Aktienbesitz von den der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Kaufanzeige bekannten Tatsachen abgewichen sei, vorausgesetzt dass die Gesellschaft die genannten Befugnisse in einem solchen Fall in gutem Glauben ausgeübt hat.

(f) Neben der Haftung nach anwendbarem Recht, hat jeder Gesellschaftsinvestor, der Aktien hält, ohne die Voraussetzungen eines Zulässigen Investors zu erfüllen, hat die Gesellschaft, den Manager, die übrigen Gesellschaftsinvestoren und die Beauftragten der Gesellschaft schadlos zu halten und für alle Schäden, Verluste und Aufwände zu entschädigen, die sich aus einem solchen Halten von Aktien ergeben oder damit zusammenhängen, insofern der betreffende Gesellschaftsinvestor irreführende oder unwahre Dokumentationsunterlagen eingereicht hat oder irreführende oder unwahre Zusicherungen abgegeben hat, um unrechtmäßig den Status als Zulässiger Investor zu erlangen, oder es versäumt hat, die Gesellschaft über den Verlust dieses Status zu benachrichtigen.

Art. 11. Jahreshauptversammlung.

(a) Die Jahreshauptversammlung der Aktionäre, wird in Übereinstimmung mit Luxemburger Recht, jeweils am letzten Freitag des Monats Juni um 12:30 Uhr (Luxemburger Zeit) am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen in der Einladung zur Versammlung angegebenen Ort in Luxemburg durchgeführt. Sofern dieser Tag in Luxemburg kein Bankarbeitstag ist, wird die Jahreshauptversammlung der Aktionäre am ersten vorherigen Bankarbeitstag abgehalten.

(b) Andere Aktionärsversammlungen können an den Orten und zu den Zeitpunkten, wie in der entsprechenden Einladung aufgeführt, abgehalten werden.

Art. 12. Aktionärsversammlungen.

(a) Alle Aktionärsversammlungen werden vom Manager geleitet.

(b) Jede ordnungsgemäß einberufene Aktionärsversammlung stellt die Gesamtheit der Aktionäre dar. Der Aktionärsversammlung kommt die umfassendste Befugnis zu, im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft Anweisungen zu erteilen und Handlungen auszuführen oder zu ratifizieren.

(c) Ein Aktionär kann an jeder Aktionärsversammlung durch eine andere Person handeln, die von ihm schriftlich als Stellvertreter bestellt worden ist.

(d) Bei jeder Aktionärsversammlung kommt jeder Manager-Aktie und jeder Vorzugsaktie eine Stimme zu.

(e) Soweit durch das Gesetz oder die Satzung nicht anders bestimmt, bezieht sich das Stimmrecht aller Aktien auf jeweils eine Klasse.

(f) Soweit durch das Gesetz oder durch diese Satzung nicht anders bestimmt, benötigen die an einer Aktionärsversammlung gefassten Beschlüsse (ein "Aktionärsbeschluss") die Zustimmung:

- (i) einer einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen und
- (ii) des Managers.

Jeder in einer Aktionärsversammlung gefasste Beschluss der entscheidet, dass die Gesellschaft nicht länger als Investmentgesellschaft zur Anlage in Risikokapital gemäß Gesetz vom 15. Juni 2004 qualifiziert, muss einstimmig von allen Aktionären und vom Manager gefasst werden.

(g) In jedem Fall wo die Kommanditisten (limited partners) des Fonds zu einer Abstimmung verpflichtet oder ermächtigt sind, ist diese Angelegenheit den Aktionären zur Genehmigung vorzulegen. Die Genehmigung durch die Gesellschaft liegt vor, sofern eine einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen zustimmt.

(h) Wie nach Luxemburger Recht vorgeschrieben, muss jede Aktionärsversammlung durch den Manager mindestens 8 Tage im Voraus angekündigt werden.

(i) Der Manager ist befugt, alle anderen Voraussetzungen zu bestimmen, die durch die Aktionäre erfüllt werden müssen, um an einer Aktionärsversammlung teilzunehmen.

Abgegebene Stimmen, wie in dieser Satzung verwendet, beinhalten keine Stimmen betreffend Aktien in deren Bezug ein Aktionär nicht an der Abstimmung teilgenommen oder eine inhaltslose oder ungültige Stimme abgegeben hat.

Art. 13. Befugnisse des Managers.

(a) Dem Manager kommt die weitestreichende Befugnis zu, alle Handlungen im Zusammenhang mit der Verwaltung und Geschäftsführung der Gesellschaft vorzunehmen und Transaktionen zu prüfen, fortzusetzen und zu beenden. Alle Befugnisse, die nicht aufgrund des Gesetzes oder der Satzung der Jahreshauptversammlung vorbehalten sind, stehen dem Manager zu.

(b) Der Manager bestimmt die Anlage- und Fremdkapitalpolitik der Gesellschaft, vorbehaltlich der durch Gesetz oder Regulierung auferlegten sowie vom Manager aufgestellten Beschränkungen.

(c) Der Manager kann Investmentberater und Investmentmanager bestimmen sowie auch Beauftragte für jegliche Management- und Administrationsaufgaben bestellen. Der Manager ist befugt, mit solchen Personen oder Unternehmen Verträge abzuschließen betreffend der Erbringung von Dienstleistungen, der Übertragung von Befugnissen und der Festsetzung der durch die Gesellschaft in diesem Zusammenhang zu tragende Vergütung.

Art. 14. Ordnungsgemäße Bevollmächtigung. Die Gesellschaft wird durch die Doppelunterschrift von ordnungsgemäß bevollmächtigten Direktoren oder leitenden Angestellten des Managers rechtlich verpflichtet, oder durch Unterschrift von jeglichen anderen Personen auf die der Manager die Bevollmächtigung übertragen hat.

Art. 15. Rechtfertigung & Entschädigung.

(a) Keine "Entschädigungsberechtigte Person" (gemäß untenstehender Definition) ist der Gesellschaft oder den Gesellschaftsinvestoren gegenüber verantwortlich für von ihr vorgenommene oder erlittene Handlungen oder Unterlassungen im begründeten Glauben, dass eine solche Handlung oder Unterlassung im besten Interesse der Gesellschaft ist oder dem nicht zuwiderläuft und im Rahmen der dieser Entschädigungsberechtigten Person erteilten Bevollmächtigung liegt, vorausgesetzt dass solche Handlungen oder Unterlassungen keine grobfahrlässige oder materielle Verletzung der Pflichten der Entschädigungsberechtigten Person gegenüber der Gesellschaft darstellen.

(b) Soweit rechtlich zulässig wird der Manager oder seine mit ihm verbundenen Gesellschaften und alle deren jeweiligen Angestellten, Handlungsbevollmächtigten, Direktoren, Beauftragte, Kontrollpersonen oder Vertreter (jeder eine "Entschädigungsberechtigte Person") von der Gesellschaft entschädigt oder schadlos gehalten im Zusammenhang mit allen Ansprüchen, Verbindlichkeiten, Schäden, Verlusten, Kosten und Auslagen jeder Art (einschließlich Beträge, die bezahlt werden zur Begleichung von Gerichtsurteilen, oder in Kompromissen und Vergleichen, als Geldbußen und -strafen sowie rechtliche oder andere Kosten und Auslagen für die Ermittlung oder die Abwehr gegen jegliche Klagen oder angebliche Forderungen) egal welcher Natur, bekannt oder unbekannt, beziffert oder unbeziffert (zusammen "Verluste"), die bei einer Entschädigungsberechtigten Person angefallen sind und aus den Angelegenheiten oder Aktivitäten der Gesellschaft entstanden oder damit in Beziehung stehen, einschließlich der Tätigkeit als Direktor einer Zielgesellschaft, oder der Ausübung von Pflichten hierunter oder sonstwie im Zusammenhang mit einer aktuellen oder vergangenen Tätigkeit als Direktor oder Handlungsbevollmächtigter der Gesellschaft; vorausgesetzt dass eine Entschädigungsberechtigte Person nicht zu einer Entschädigung hierunter berechtigt ist, sofern ein zuständiges Gericht oder eine zuständige staatliche Behörde feststellt, dass sich solche Verluste direkt aus dem grobfahrlässigen oder vorsätzlichen Fehlverhalten oder einer Verletzung einer materiellen Bestimmung der Satzung durch die Entschädigungsberechtigte Person ergeben, jedoch lebt das Recht auf Entschädigung im Falle der Aufhebung einer solchen gerichtlichen oder behördlichen Feststellung (Verluste im hier verstandenen Sinne sollen auch alle bei der Entschädigungsberechtigten Person im Zusammenhang mit dem Erlangen der Aufhebung einer solchen Feststellung angefallenen Kosten und Auslagen einschließen) wieder auf.

(c) Das Recht der Entschädigungsberechtigten Person auf eine Entschädigung nach dieser Bestimmung ist kumulativ im Verhältnis zu und zusätzlich zu jeglichen Rechten, die ihr sonstwie vertraglich oder von Rechtes wegen zustehen und erstreckt sich auf die Erben, Rechtsnachfolger und Rechtsvertreter der Entschädigungsberechtigten Person.

(d) Eine Entschädigungsberechtigte Person ist gehalten, zuerst zu versuchen, eine Entschädigungsleistung aus irgendeiner anderen Haftungsvereinbarung oder Versicherungspolice nach der die Entschädigungsberechtigte Person entschädigt beziehungsweise versichert ist, zu erlangen. Dies gilt jedoch nur soweit die entschädigungspflichtige Person in Bezug auf die Haftungsvereinbarung oder die Versicherungsgesellschaft in Bezug auf die Versicherungspolice eine solche Entschädigung oder Versicherungsleistung rechtzeitig leistet (oder ihre entsprechende Verpflichtung anerkennt). Im Falle dass eine Entschädigungsberechtigte Person gemäß diesem Artikel 15 entschädigt worden ist und daraufhin in Bezug auf denselben Gegenstand von einer solchen entschädigungspflichtigen Person beziehungsweise Versicherungsgesellschaft eine Entschädigungsleistung bezieht, ist sie verpflichtet, den so bezogenen Betrag zwecks Verrechnung der Gesellschaft zu überweisen nach Abzug aller bei der Beschaffung der Rückerstattung angefallenen Kosten und Auslagen sowie aller darauf erhobenen Steuern. Bevor die Entschädigungsberechtigte Person in einen Kompromiss oder einen Vergleich einwilligt, der für die Gesellschaft eine Entschädigungspflicht gegenüber der Entschädigungsberechtigten Person zur Folge hat, muss sie beim Manager jeweils eine schriftliche Genehmigung einholen.

Art. 16. Einlage- und Rückeinlagepflichten.

(a) Um Entschädigungs- oder anderen Pflichten der Gesellschaft erfüllen zu können, kann die Gesellschaft Gesellschaftsinvestoren verpflichten, (i) Kapitaleinlagen zu leisten, und/oder (ii) Rückeinlagen in Höhe der bisher an diese entrichteten Ausschüttungen zu leisten.

(b) Die obengenannten Einlage- und Rückeinlagepflichten bleiben bis zur Liquidation der Gesellschaft bestehen. Die Gesellschaft kann Vorkehrungen treffen, um nach der Liquidation der Gesellschaft Entschädigungs- oder anderen Pflichten der Gesellschaft erfüllen zu können.

Art. 17. Rücknahme von Aktien.

(a) Es erfolgt grundsätzlich keine Rücknahme von Aktien.

(b) Falls zu irgendeiner Zeit:

(i) eine von einem Gesellschaftsinvestor gegenüber der Gesellschaft abgegebene Zusicherung in Bezug auf den Erwerb von Vorzugsaktien durch diesen vom Manager in irgendeiner Weise als unwahr oder unrichtig befunden wird; oder

(ii) ein Gesellschaftsinvestor seine Pflichten gegenüber der Gesellschaft nicht erfüllt und er insbesondere zugesagt hat, weitere Vorzugsaktien zu zeichnen und dieser Zusage, innerhalb des vorgegebenen Zeitrahmens weitere Kapitaleinlagen zu leisten, nicht nachkommt,

ist der Manager befugt, die mit den vom Vertragsbrüchigen Gesellschaftsinvestor bislang gezeichneten und einbezahlten Vorzugsaktien verknüpften Vermögensrechte zeitweilig aufzuheben oder den Verkauf und die Übertragung von vom Vertragsbrüchigen Gesellschaftsinvestor bereits gehaltenen Vorzugsaktien auf einen neuen Investor zu veranlassen, zu einem Betrag, der dem Kaufpreis für die betreffenden vom Vertragsbrüchigen Gesellschaftsinvestor gehaltenen Aktien gemäß Artikel 10(d)(i) entspricht.

Art. 18. Nettoinventarwert der Aktien.

(a) Der Nettoinventarwert jeder Aktienklasse der Gesellschaft (der "Nettoinventarwert") wird vom Manager an jedem Bewertungstag (gemäß definiertem Begriff) in Übereinstimmung mit diesem Artikel 18 bestimmt.

(b) Der Nettoinventarwert wird als Betrag pro Aktie angegeben und folgendermaßen ermittelt, indem:

(i) zuerst der Wert der Aktiva abzüglich Passiva der Gesellschaft bestimmt wird (unter Berücksichtigung von Anpassungen, die die Gesellschaft als notwendig oder sinnvoll erachtet);

(ii) zweitens der Anteil an Aktiva und Passiva den verschiedenen Aktienklassen im Verhältnis zu den von den Aktienklassen insgesamt geleisteten Kapitaleinlagen zugeordnet wird. Nötigenfalls sind hierzu Anpassungen vorzunehmen, um zusätzliche Vergütungen und Ausschüttungen, die im Zusammenhang mit einer bestimmten Aktienklasse stehen, zu berücksichtigen; und

(iii) schließlich die gesamten einer bestimmten Aktienklasse zugeordneten Aktiva und Passiva durch die Anzahl aller Aktien der betreffenden Aktienklasse am jeweiligen Bewertungstag geteilt werden.

(c) Die Bewertung der Aktiva und Passiva der Gesellschaft wird in Übereinstimmung mit allgemein anerkannten Bewertungsgrundsätzen und unter Einhaltung von Artikel 5 (3) des Gesetzes vom 15. Juni 2004 über die Investmentgesellschaft zur Anlage in Risikokapital vorgenommen:

(i) flüssige Vermögenswerte werden zu deren Nominalwert zuzüglich aufgelaufener Zinsen bewertet;

(ii) Investments in Zielfonds werden gemäß aktuellem Bewertungsbericht des General Partners des Zielfonds bewertet unter Berücksichtigung der zwischenzeitlich erfolgten Nettokapitalveränderungen;

(iii) andere Investments und andere Vermögen und Vermögenswerte der Gesellschaft werden gemäß den Bewertungsgrundsätzen der "European Venture Capital Association" bewertet.

Falls der Manager der Ansicht ist, dass eine andere Bewertungsmethode den Wert der Vermögenswerte angemessener wiedergibt, können auch andere geeignete Bewertungsmethoden angewendet werden, falls die Umstände und Marktverhältnisse dies erfordern. Solche geeigneten Bewertungsmethoden müssen dann kohärent angewendet werden. Bewertungsmethoden werden auf konstanter Basis angewendet.

(d) Die verschiedenen Aktienklassen können unterschiedliche Höhen von Vergütungen und Kosten aufweisen und zu verschiedenen Ausschüttungen berechtigt sein. Solche Faktoren werden bei der Ermittlung des Nettoinventarwertes der jeweiligen Aktienklasse berücksichtigt.

(e) Der Nettoinventarwert der jeweiligen Aktienklasse wird den Aktionären nach dem betreffenden Bewertungstag innerhalb einer in den Verkaufsdokumenten der Gesellschaft angegebenen Zeitspanne am Sitz der Gesellschaft zugänglich gemacht.

(f) Die Ermittlung des Nettoinventarwertes kann jederzeit vorübergehend aufgehoben werden, sofern nach angemessener Ansicht des Managers eine faire Bewertung der Vermögenswerte der Gesellschaft aus Gründen, die außerhalb des Einflussbereiches der Gesellschaft liegen, nicht durchführbar ist.

Art. 19. Rechnungslegungsjahr und Rechnungsprüfer.

(a) Das Rechnungslegungsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember desselben Jahres, mit Ausnahme des Rechnungslegungsjahrs das am Zeitpunkt der Gesellschaftsgründung beginnt und am 31. Dezember 2009 endet.

(b) Die Jahreshauptversammlung bestimmt einen unabhängigen Rechnungsprüfer.

Art. 20. Ausschüttungen.

(a) Auf Vorschlag des Managers legt die Jahreshauptversammlung innerhalb der gesetzlichen Vorgaben und in Bezug auf jede Aktienklasse fest, wie das einer jeweiligen Aktienklasse zugeordnete Ergebnis gemäß den Bestimmungen der Satzung ausgeschüttet wird.

(b) Interim dividenden können für Aktien jeder Aktienklasse auf Entscheid des Managers ausgezahlt werden.

(c) Der Manager beachtet die folgenden Ausschüttungsgrundsätze:

(i) Verteilbare Erträge, die aus Anlagen stammen, werden zu vom Manager bestimmten Zeitpunkten ausgeschüttet. Der Manager kann jedoch angemessene Beträge zurückhalten, die benötigt werden, um Ausgaben und andere Verpflichtungen der Gesellschaft, einschließlich Vergütungen, die dem Manager zu zahlen sind, zu begleichen beziehungsweise um Rücklagen für deren Zahlung zu bilden oder um Wiederanlagen zu tätigen; und

(ii) Es besteht die Möglichkeit, dass der Manager von den Anlagen der Gesellschaft Erträge in Form von marktgängigen Wertpapieren erhält.

Der Manager wird bemüht sein, solche Wertpapiere zu verkaufen und den Nettoerlös auszuschütten. Der Manager wird bemüht sein, die marktgängigen Wertpapiere umgehend zu verkaufen, die Gesellschaftsinvestoren tragen alle damit verbundenen Marktrisiken und Kosten, die während des Veräußerungsvorganges entstehen.

Art. 21. Liquidation.

(a) Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird eine Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren (die entweder natürliche oder juristische Personen sein können) durchgeführt. Die Liquidatoren sowie deren Befugnisse und Entschädigung werden anlässlich der Aktionärsversammlung, an der die Auflösung der Gesellschaft beschlossen wird, eingesetzt.

(b) Die Nettoerlöse aus der Liquidation werden durch die Liquidatoren an die Inhaber von Vorzugsaktien und Manager-Aktien gemäß den in Artikel 20 aufgeführten Regeln ausgeschüttet.

(c) Die Nettoerlöse können in Form von Sachleistungen ausgeschüttet werden.

Art. 22. Änderung der Satzung. Die Satzung kann von Zeit zu Zeit durch Aktionärsbeschluss geändert werden.

Art. 23. Anwendbares Recht. Sachverhalte, die durch die Satzung nicht geregelt sind, sind in Übereinstimmung mit dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, wie abgeändert, sowie das Gesetz vom 15. Juni 2004 über die Investmentgesellschaft zur Anlage in Risikokapital festzulegen.

Art. 24. Definitionen. Die folgenden Definitionen bilden einen integralen Bestandteil der Satzung.

Aktien Die Vorzugsaktien und die Manager-Aktien.

Aktionäre Die Inhaber von Vorzugsaktien und Manager-Aktien.

Bewertungstag Der letzte Tag jedes Vierteljahres.

Gesellschaftsinvestor(en) Personen, die aufgrund des Zeichnungsvertrags Vorzugsaktien erworben beziehungsweise sich zum Erwerb von Vorzugsaktien verpflichtet haben.

Eintrittsgebühr Eine Gebühr, die bei einem Investor erhoben werden kann, der von der Gesellschaft nach der erstmaligen Ausgabe von Aktien zugelassen wird.

Manager-Aktie Eine Aktie, die von der Gesellschaft ausgegeben worden ist und vom Manager gezeichnet worden ist.

Nicht-Abgerufene-Zahlungszusage Die gesamte Anzahl der Aktien, deren Erwerb ein Gesellschaftsinvestor im Rahmen des Zeichnungsvertrages zugesagt hat, abzüglich der Anzahl der Aktien, die dieser Gesellschaftsinvestor bereits gezeichnet und vollständig eingezahlt hat, beziehungsweise wo der Zusammenhang es erfordert der Euro-Betrag, der diesem Betrag entspricht.

U.S. person Die Bedeutung des Begriffes "U.S.person" ist die, welche in "Regulation S", gemäß revidierter Fassung, des "United States Securities Act of 1933", gemäß revidierter Fassung (der "1933 Act") definiert ist, oder in einer anderen

Gesetzgebung welche in den Vereinigten Staaten von Amerika anwendbar wird und welche in der Zukunft "Regulation S" oder den "1933 Act" ersetzen wird, definiert ist.

Vorzugsaktie Eine Aktie, die von der Gesellschaft ausgegeben worden ist und von einem Gesellschaftsinvestor gezeichnet worden ist.

Zeichnungsvertrag Der Vertrag, den die Gesellschaft mit jedem einzelnen Gesellschaftsinvestor in Verbindung mit der Zusage der Zeichnung einer bestimmten Anzahl an Vorzugsaktien geschlossen hat.

Zulässiger Investor Gemäß Artikel 2 des Gesetzes vom 15. Juni 2004 über die Investmentgesellschaft zur Anlage in Risikokapital, entweder a) ein professioneller oder institutioneller Investor oder b) andere Investoren, die eine schriftliche Bestätigung beibringen, wonach sie gut informiert und sich der Risiken und Renditen einer solchen Anlage gemäß dem Gesetz vom 15. Juni 2004 über die Investmentgesellschaft zur Anlage in Risikokapital vollständig bewusst sind und entweder mindestens Euro 125.000 in die Gesellschaft investieren oder sich verpflichtet haben zu investieren oder eine Bestätigung von einer professionellen Person aus dem Finanzsektor, worin dem Investor genügend Sachverstand, Erfahrung und Wissen bescheinigt wird, um eine Anlage in Risikokapital abschätzen zu können.

Investoren, die jeweils als "U.S. person" gelten, müssen "accredited investors" gemäß Rule 501 (a) der Regulation D im Securities Act und "qualified purchasers" gemäß U.S. Investment Company Act sein."

Kosten

Die Kosten welche von der Gesellschaft im Rahmen ihrer Gründung zu tragen sind belaufen sich auf circa EUR 7.500,-

Zeichnung und Zahlung

Die Zeichner haben die Anzahl der Aktien gezeichnet und haben wie folgt die Beträge eingezahlt:

	Gezeichnetes Kapital EUR	Eingezahlter Betrag EUR	Anzahl der Aktien
1) Partners Group Management II S.à r.l., vorgeannt	30.998	30.998	30.998 Manager
2) Partners Group Holding AG, vorgeannt	1	1,000	1 Vorzugsaktie
3) Partners Group AG, vorgeannt	1	1,000	1 Vorzugsaktie
TOTAL	31.000	32.998	

Der Nachweis der Einzahlung wurde dem amtierenden Notar erbracht.

Übergangsvorschriften

1. Das erste Rechnungslegungsjahr der Gesellschaft beginnt am Tag ihrer Gründung und endet am 31. Dezember 2009.
2. Die erste Jahreshauptversammlung der Aktionäre der Gesellschaft wird 2010 abgehalten werden.

Erklärung

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind und bescheinigt dies ausdrücklich.

Gründungsversammlung der Aktionäre

Die oben genannten Personen, stellvertretend für das gesamte gezeichnete Kapital und sich als gültig versammelt erachtend, sind umgehend dazu übergegangen, eine Aktionärsversammlung abzuhalten.

I. Zum unabhängigen Wirtschaftsprüfer ist ernannt:

PricewaterhouseCoopers S.à r.l., 400, route d'Esch, L-1471 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Das Mandat endet am Tag der Jahreshauptversammlung in 2010.

II. Der Gesellschaftssitz wird auf 55, avenue de la Gare, L-1611 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, festgelegt.

Der unterzeichnete Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Wunsch der oben erschienenen Person die vorliegende Urkunde in Englisch abgefasst worden ist, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; auf Wunsch derselben erschienenen Person soll, im Falle eines Abweichens des englischen und deutschen Textes, die englische Version maßgebend sein.

Worüber vorliegende Urkunde, in Luxemburg an dem zu Beginn dieses Dokumentes aufgeführten Tag ausgestellt wurde.

Die Urkunde wurde der erschienenen Person vorgelesen, die dem Notar mit Nachnamen, Vornamen, Zivilstand und Wohnort bekannt ist, die erschienene Person unterzeichnete zusammen mit uns, dem Notar, die vorliegende Original-Urkunde.

Gezeichnet: E. BRAUCKMANN - H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 13 octobre 2008, LAC/2008/41514. — Reçu mille deux cent cinquante euros (EUR 1.250.-).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

Für GLEICHLAUTENDE ABSCHRIFT, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Luxembourg, den siebzehnten Oktober zweitausendacht.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2008135454/242/758.

(080158808) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Tishman Speyer European Real Estate Venture VI Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 125.000,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 110.407.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2007, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 2008.

ATOZ

Aerogolf Center, Bloc B, 1, Heienhaff, L-1736, Senningerberg

Signature

Référence de publication: 2008135665/4170/17.

Enregistré à Luxembourg, le 27 octobre 2008, réf. LSO-CV07824. - Reçu 28,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080159081) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

HESC, Hiversport Eisstockclub Luxembourg, Association sans but lucratif.

Siège social: Luxembourg,

R.C.S. Luxembourg F 7.757.

STATUTS

Dénomination, siège et durée

Art. 1^{er}. L'association est dénommée "Hiversport Eisstockclub Luxembourg", association sans but lucratif, en abrégée HESC. Son siège est à Luxembourg-Ville. Sa durée est illimitée.

Objets et Buts

Art. 2. Le HESC a pour but de promouvoir la pétanque sur glace au Grand-Duché.

Il est affilié à l'Union Luxembourgeoise de Pétanque sur Glace.

Ressources financières

Art. 7. Les ressources financières du HESC sont:

- les cotisations à payer par les membres
- les subsides
- les dons

Administration

Art. 8. L'administration du HESC est assurée par une assemblée générale et par un comité directeur.

Art. 9. L'assemblée générale ordinaire se réunit chaque année au courant du premier trimestre.

Art. 10. Les assemblées du HESC sont présidées et dirigées par le président ou son remplaçant.

Art. 11. Le comité directeur du HESC se compose du président, du trésorier, du secrétaire et des membres du club de pétanque sur glace.

Art. 12. Le nombre minimum du comité directeur ne doit pas être inférieur à 3.

Dispositions diverses

Art. 13. Des règlements d'ordre intérieur, précisant le fonctionnement du HESC et réglant tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts seront établis et devront être approuvés par l'assemblée générale.

Art. 14. En cas de dissolution du HESC, l'actif net sera déposé au fonds de l' U.L.P.G.

Art. 15. Les dispositions de la loi du 21 avril 1928 modifiées par la loi du 19 décembre 2002 sont applicables à tous les cas non prévus par les présents statuts (loi sur les associations sans but lucratif).

Art. 16. Le HESC s'engage à proscrire l'utilisation et l'administration de substances dopantes et oblige ses licenciés actifs à se soumettre aux contrôles de dopage.

Les règlements sportifs arrêtent les détails des interdictions découlant du présent article et les sanctions qu'encourent les contrevenants. Ces sanctions sont prononcées par le comité directeur.

Le HESC applique dans son domaine de compétence, les sanctions, portant interdiction de participation à des manifestations sportives, prononcées pour fait de dopage par un quelconque autre organisme national ou international officiel régissant un sport pratiqué au sein d'une fédération membre du COSL.

Art. 17. Commission Luxembourgeoise d'Arbitrage pour le Sport (CLAS).

Le HESC se soumet à la Commission Luxembourgeoise d'Arbitrage pour le Sport, créée par le COSL. Elle reconnaît à cet organisme le droit de statuer dans le cadre de ses attributions, conformément à son règlement.

Luxembourg, le 7 novembre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2008135901/9481/45.

Enregistré à Luxembourg, le 22 octobre 2008, réf. LSO-CV06600. - Reçu 166,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080159070) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Shinyan S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 4, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 135.431.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SHINYAN S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008135774/815/13.

Enregistré à Luxembourg, le 23 octobre 2008, réf. LSO-CV07021. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080158636) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Solelux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 119.269.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOLELUX S.A.

C. PISVIN / F. DUMONT

Administrateur / Administrateur, Présidente du Conseil d'Administration

Référence de publication: 2008135767/795/14.

Enregistré à Luxembourg, le 24 octobre 2008, réf. LSO-CV07340. - Reçu 30,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080158624) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

WP LuxCo II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 4.175.700,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 87.398.

In the year two thousand and eight, on the seventh day of October.

Before us, Maître Henri HELLINCKX, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

WP International Holdings I LLC, a limited liability company incorporated and existing under the laws of the State of Delaware, United States of America, established and having its registered office at c/o The Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19808, United States of America,

here represented by Ms. Raphaela Savelsberg, Rechtsanwältin, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on

The said proxy, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder of WP LUXCO II, S.à r.l. (the "Company"), a société à responsabilité limitée having its registered office at 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717, Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 87398, incorporated pursuant to a deed of Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem, on 15 May 2002, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n ° 1137 on 27 July 2002. The articles of association of the Company have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary, on 11 March 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n ° 979 on 21 April 2008. The articles of association have not been amended since.

The appearing party, representing the whole corporate capital considers the following agenda:

Agenda:

1. Increase of the Company's share capital by an amount of thirty-three thousand four hundred euro (EUR 33,400), so as to raise it from its current amount of four million one hundred and forty-two thousand three hundred euro (EUR 4,142,300) up to four million one hundred and seventy-five thousand seven hundred euro (EUR 4,175,700) by issuing three hundred and thirty-four (334) shares, having a par value of one hundred euro (EUR 100) each, to be subscribed by WP International Holdings I LLC, aforementioned, for a price of thirty-three thousand four hundred euro (EUR 33,400), which contribution is to be entirely allocated to the share capital.

2. Subsequent amendment of article six of the articles of association of the Company so that it shall henceforth reads as follows:

" **Art. 6.** The Company's share capital is fixed at four million one hundred and seventy-five thousand seven hundred euro (EUR 4,175,700) represented by forty-one thousand seven hundred and fifty-seven (41,757) shares having a par value of one hundred euro (EUR 100) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings."

3. Change of the registered office of the Company.

The appearing party, representing the whole corporate capital and having waived any notice requirements, requests the notary to enact the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder resolves to increase the Company's share capital by an amount of thirty-three thousand four hundred euro (EUR 33,400), so as to raise it from its current amount of four million one hundred and forty-two thousand three hundred euro (EUR 4,142,300) up to four million one hundred and seventy-five thousand seven hundred euro (EUR 4,175,700) represented by forty-one thousand seven hundred and fifty-seven (41,757) shares, having a par value of one hundred euro (EUR 100) each.

The three hundred and thirty-four (334) new shares have been subscribed by WP International Holdings I LLC, aforementioned, and represented as aforementioned, for the price of thirty-three thousand four hundred euro (EUR 33,400).

The shares so subscribed by WP International Holdings I LLC, aforementioned, have been paid up by a contribution in cash.

The proof of the existence and of the value of the above contribution has been produced to the undersigned notary.

The total contribution of thirty-three thousand four hundred (EUR 33,400) is entirely allocated to the share capital. There is no issue premium.

Second resolution

As a consequence of such capital increase, the sole shareholder resolves to amend article 6 of the articles of association of the Company so that it shall henceforth reads as follows:

" **Art. 6.** The Company's share capital is fixed at four million one hundred and y seventy-five thousand seven hundred euro (EUR 4,175,700) represented by forty- one thousand seven hundred and fifty-seven (41,757) shares having a par value of one hundred euro (EUR 100) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings."

Third resolution

The sole shareholder resolves to transfer the registered office of the Company from 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717, Luxembourg to 412F, route d'Esch, L-1030, Luxembourg with effect as of today.

Costs and Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to EUR 2,800.-.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name, civil status and residence, said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le sept octobre.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

WP International Holdings I LLC, une limited liability company constituée et existant sous les lois de l'Etat de Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social à c/o The Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware, 19808, Etats-Unis d'Amérique,

ici représentée par Mademoiselle Raphaela Savelsberg, Rechtsanwältin, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le

Ladite procuration paraphée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

Laquelle partie comparante est le seul associé de WP LUXCO II, S.à.r.l., (ci-après la «Société»), une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717, Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 87398, constituée selon acte reçu par Maître Jean-Joseph Wagner, notaire, résidant à Sanem, en date du 15 mai 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1137, le 27 juillet 2002. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois selon acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 11 mars 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 979, le 21 avril 2008. Les statuts n'ont pas été modifiés depuis lors.

La partie comparante, représentant l'intégralité du capital social, considère l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de trente-trois mille quatre cents euros (EUR 33.400), afin d'augmenter son montant actuel de quatre millions cent quarante-deux mille trois cents euros (EUR 4.142.300) jusqu'à quatre millions cent soixante-quinze mille sept cents euros (EUR 4.175.700) par l'émission de trois cent trente-quatre (334) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune, qui seront entièrement souscrites par WP International Holdings I LLC, susmentionnée, pour le prix de trente-trois mille quatre cents euros (EUR 33.400), laquelle contribution sera entièrement allouée au capital social.

2. Modification subséquente de l'article six des statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 6.** Le capital social de la Société est fixé à quatre millions cent soixante-quinze mille sept cents euros (EUR 4.175.700), représenté par quarante et un mille sept cent cinquante-sept (41.757) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les assemblées générales ordinaires et extraordinaires.»

3. Modification du siège social de la Société.

La partie comparante représentant l'intégralité du capital social ayant renoncé à toute notification, demande au notaire d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de trente-trois mille quatre cents euros (EUR 33.400), afin de l'augmenter de son montant actuel de quatre millions cent quarante deux mille trois cents euros (EUR 4.142.300) jusqu'à quatre millions cent soixante-quinze mille sept cents euros (EUR 4.175.700) représenté par quarante et un mille sept cent cinquante-sept (41.757) parts sociales d'une valeur nominale de cents euros (EUR 100) chacune.

Les trois cent trente-quatre (334) nouvelles parts sociales ont été souscrites par WP International Holdings I LLC, susmentionnée et représentée comme il est dit, pour un prix se montant à trente-trois mille quatre cents euros (EUR 33.400).

Les parts sociales ainsi souscrites par WP International Holdings I LLC, susmentionnée, ont été payées par un apport en numéraire.

Les documents justifiant de l'existence et de la valeur de cet apport ont été présentés au notaire soussigné.

L'apport total de trente-trois mille quatre cents euros (EUR 33.400,-) est entièrement attribué au capital social. Il n'y a pas de prime d'émission.

Deuxième résolution

A la suite de l'augmentation de capital ainsi réalisée, l'associé unique décide de modifier l'article 6 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 6.** Le capital social de la Société est fixé à quatre millions cent soixante-quinze mille sept cents euros (EUR 4.175.700), représenté par quarante et un mille sept cent cinquante-sept (41.757) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les assemblées générales ordinaires et extraordinaires.»

Troisième résolution

L'associé unique décide de transférer le siège social de la Société du 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717, Luxembourg au 412F, route d'Esch, L-1030, Luxembourg à effet d'aujourd'hui.

Frais et Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société et qui sont mis à sa charge à raison des présentes sont estimés à EUR 2.800,-.

Dont acte passé à Luxembourg, les jours, mois et an figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la même comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, le mandataire de ladite comparante a signé le présent acte ensemble avec le notaire.

Signé: R. SAVELSBURG et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 15 octobre 2008, Relation: LAC/2008/41895. — Reçu à 0.50% cent soixante sept euros (167 €).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR COPIE CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 octobre 2008.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2008135880/242/146.

(080158805) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Waldofin S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 34.972.

Le bilan au 30 novembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

WALDOFIN S.A.

MADAS S. à r. l. / LOUV S. à r. l.

Administrateur / Administrateur

Ch. FRANCOIS / B. PARMENTIER

Représentant permanent / Représentant permanent

Référence de publication: 2008135766/795/16.

Enregistré à Luxembourg, le 24 octobre 2008, réf. LSO-CV07341. - Reçu 30,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080158626) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Hyridia, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5969 Itzig, 13, rue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 116.575.

L'an deux mille huit, le vingt octobre.

Par-devant Maître Martine DECKER, notaire de résidence à Hesperange,

A comparu:

Monsieur Laurent DUBUISSON, ingénieur civil, né à Mons (Belgique), le 16 février 1974, demeurant à B-6640 Vaux-sur-Sûre (Belgique), 25, Assenois.

Lequel comparant a exposé au notaire:

Qu'il est l'unique associé de la société à responsabilité limitée «Hyridia», ayant son siège à L-9647 Doncols, 36, Bohey, inscrite au Registre de commerce et des sociétés, Luxembourg sous le numéro B 116.575, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 12 mai 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1470 du 1^{er} août 2006,

modifiée suivant acte reçu par le même notaire en date du 10 novembre 2006, publié audit Mémorial C, Numéro 358 du 13 mars 2007.

Qu'elle a un capital social de 12.500.- € divisé en 100 parts sociales de 125.- € chacune.

Ensuite le comparant prénommé, représentant l'intégralité du capital social de la société, agissant en lieu et place de l'assemblée générale extraordinaire, a requis le notaire instrumentant d'acter la résolution prise suivante:

Résolution unique

L'associé unique décide de transférer le siège de la société de Doncols à L-5969 Itzig, 13, rue de la Libération, et de modifier en conséquence l'article 2 alinéa 1^{er} des statuts comme suit:

« **Art. 2. (premier alinéa).** Le siège social est établi à Itzig.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Le montant des dépens, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élèvent approximativement à 760.- €.

Fait et passé en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant/connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Dubuisson, M. Decker.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22 octobre 2008, Relation: LAC/2008/42835. — Reçu: douze euros (€ 12.-).

Le Receveur (signé): Sandt.

POUR COPIE CONFORME, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 27 octobre 2008.

MARTINE DECKER.

Référence de publication: 2008135841/241/39.

(080159137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

SIGNA R.E.C.P. Development „VZ 13” Beteiligung S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1341 Luxembourg, 7, place Clairefontaine.

R.C.S. Luxembourg B 142.453.

—
STATUTES

In the year two thousand and eight, on the eighth of October.

Before Us Maître Martine SCHAEFFER, notary, residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

SIGNA R.E.C.P. Development „VZ 13” S. à r.l., a Luxembourg law société à responsabilité limitée with its registered office at 7, place Clairefontaine, L-1341 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, not yet registered with the Luxembourg Register for Commerce and Companies, here represented by Mrs Corinne Petit, employee, residing in Luxembourg by virtue of one proxy given under private seal dated October 8th, 2008.

The said proxy, signed "ne varietur" by the proxy-holder of the person appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties, represented as stated here above, have requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"):

Chapter I.- Form, Name, Registered office, Object, Duration

1. Art. 1. Form - Corporate Name. There is formed a private limited liability company under the name "SIGNA R.E.C.P. Development „VZ 13” Beteiligung S. à r.l." which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular by the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended (hereafter the "Law"), as well as by the present articles of incorporation (hereafter the "Articles").

2. Art. 2. Registered office

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg-City (Grand Duchy of Luxembourg).

2.2 It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

2.3 However, the Sole Manager, or in case of plurality of managers, the Board of Managers of the Company is authorised to transfer the registered office of the Company within the City of Luxembourg.

2.4 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on this Company's nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg Company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the Sole Manager, or in case of plurality of managers, the Board of Managers of the Company.

2.5 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

3. Art. 3. Object

3.1 The Company's object is to, directly or indirectly, acquire, hold or dispose of interests and participations in Luxembourg or foreign entities, by any means and to administrate, develop and manage such holding of interests or participations.

3.2 The Company may make real estate related investments whether directly or through direct or indirect participations in subsidiaries of the Company owning such investments.

3.3 The Company may also, directly or indirectly, invest in, acquire, hold or dispose of any kind of asset by any means.

3.4 The Company may also render every assistance, whether by way of loans, guarantees or otherwise to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company (hereafter referred to as the "Connected Companies"), it being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector.

3.5 The Company may in particular enter into the following transactions, it being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector:

- to borrow money in any form or to obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue, always on a private basis, of bonds, notes, promissory notes and other debt or equity instruments convertible or not, the use of financial derivatives or otherwise;

- to advance, lend or deposit money or give credit to or with or to subscribe to or purchase any debt instrument issued by any Luxembourg or foreign entity on such terms as may be thought fit and with or without security;

- to enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property assets (present or future) or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company and of any of the Connected Companies, within the limits of and in accordance with the provisions of Luxembourg Law;

3.6 The Company can perform all legal, commercial, technical and financial investments or operations and in general, all transactions which are necessary to fulfil its object as well as all operations connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its purpose in all areas described above.

4. Art. 4. Duration

4.1 The Company is established for an unlimited duration.

Chapter II.- Capital, Shares

5. Art. 5. Share capital

5.1 The corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred Euro (€ 12,500.-) represented by twelve thousand five hundred shares (12,500) shares with a par value of one Euro (EUR 1.-) each (hereafter referred to as the "Shares"). The holders of the Shares are together referred to as the "Shareholders".

5.2 In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any share is transferred. The amount of said premium account is at the free disposal of the Shareholder(s).

5.3 All Shares will have equal rights.

5.4 The Company can proceed to the repurchase of its own shares within the limits set by the Law.

6. Art. 6. Shares indivisibility. Towards the Company, the Company's Shares are indivisible, since only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

7. Art. 7. Transfer of shares

7.1 In case of a single Shareholder, the Company's Shares held by the single Shareholder are freely transferable.

7.2 In case of plurality of Shareholders, the Shares held by each Shareholder may be transferred by application of the requirements of articles 189 and 190 of the Law.

Chapter III.- Management

8. Art. 8. Management

8.1 The Company is managed by one or more manager(s) appointed by a resolution of the shareholder(s). In case of one manager, he/it will be referred to as the "Sole Manager". In case of plurality of managers, they will constitute a board of managers ("conseil de gérance") (hereafter the "Board of Managers").

8.2 The managers need not to be shareholders. The managers may be removed at any time, with or without cause by a resolution of the shareholder(s).

9. Art. 9. Powers of the Sole Manager or of the Board of Managers

9.1 In dealing with third parties, the Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article shall have been complied with.

9.2 All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Sole Manager or in case of plurality of managers, of the Board of Managers.

10. Art. 10. Representation of the Company. Towards third parties, the Company shall be, in case of a Sole Manager, bound by the sole signature of the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two managers or by the signature of any person to whom such power shall be delegated, in case of a Sole Manager, by the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by any two managers.

11. Art. 11. Delegation and agent of the Sole Manager or of the Board of Managers

11.1 The Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers may delegate its/their powers for specific tasks to one or more ad hoc agents.

11.2 The Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

12. Art. 12. Meeting of the Board of Managers

12.1 In case of plurality of managers, the meetings of the Board of Managers are convened by any manager. The Board of Managers shall appoint a chairman.

12.2 The Board of Managers may validly debate and take decisions without prior notice if all the managers are present or represented and have waived the convening requirements and formalities.

12.3 Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing or by telegram or telefax or email or letter another Manager as his proxy. A Manager may also appoint another Manager to represent him by phone to be confirmed in writing at a later stage.

12.4 The Board of Managers can only validly debate and take decisions if a majority of its members is present or represented. Decisions of the Board of Managers shall be adopted by a simple majority.

12.5 The use of video-conferencing equipment and conference call shall be allowed provided that each participating Manager is able to hear and to be heard by all other participating managers whether or not using this technology, and each participating Manager shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by telephone.

12.6 A written decision, signed by all the managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers, which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the Board of Managers.

12.7 The minutes of a meeting of the Board of Managers shall be signed by all managers present or represented at the meeting.

12.8 Extracts shall be certified by any Manager or by any person nominated by any Manager or during a meeting of the Board of Managers.

Chapter IV.- General Meeting of Shareholders

13. Art. 13. Powers of the General Meeting of Shareholder(s) - Votes

13.1 If there is only one Shareholder, that sole Shareholder assumes all powers conferred to the general Shareholders' meeting and takes the decisions in writing.

13.2 In case of a plurality of Shareholders, each Shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of Shares, which he owns. Each Shareholder has voting rights commensurate with his share holding. All Shares have equal voting rights.

13.3 If all the shareholders are present or represented they can waive any convening formalities and the meeting can be validly held without prior notice.

13.4 If there are more than twenty-five Shareholders, the Shareholders' decisions have to be taken at meetings to be convened in accordance with the applicable legal provisions.

13.5 If there are less than twenty-five Shareholders, each Shareholder may receive the text of the decisions to be taken and cast its vote in writing.

13.6 A Shareholder may be represented at a Shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) an attorney who need not be a Shareholder.

13.7 Collective decisions are only validly taken insofar as Shareholders owning more than half of the share capital adopt them. However, resolutions to alter the Articles may only be adopted by the majority (in number) of the Shareholders owning at least three-quarters of the Company's Share capital, subject to any other provisions of the Law. Change of nationality of the Company requires unanimity.

Chapter V.- Business Year

14. Art. 14. Business Year

14.1 The Company's financial year starts on the 1st January and ends on the 31st December of each year.

14.2 At the end of each financial year, the Company's accounts are established by the Sole Manager or in case of plurality of managers, by the Board of Managers and the Sole Manager or in case of plurality of managers, the Board of Managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

14.3 Each Shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

15. Art. 15. Distribution right of shares

15.1 From the net profits determined in accordance with the applicable legal provisions, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

15.2 To the extent that funds are available at the level of the Company for distribution and to the extent permitted by law and by these Articles, the Sole Manager or in case of plurality of managers, the Board of Managers shall propose that cash available for remittance be distributed.

15.3 The decision to distribute funds and the determination of the amount of such distribution will be taken by the Shareholders in accordance with the provisions of Article 13.7 above.

15.4 Notwithstanding the preceding provisions, the Sole Manager or in case of plurality of managers, the Board of Managers may decide to pay interim dividends to the shareholder(s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned shall be reimbursed by the shareholder(s).

Chapter VI.- Liquidation

16. Art. 16. Dissolution and liquidation

16.1 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single Shareholder or of one of the Shareholders.

16.2 The liquidation of the Company shall be decided by the Shareholders' meeting in accordance with the applicable legal provisions.

16.3 The liquidation will be carried out by one or several liquidators, Shareholders or not, appointed by the Shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Chapter VII.- Applicable Law

17. Art. 17. **Applicable Law.** Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provisions

The first accounting year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall terminate on 31 December 2008.

Subscription - Payment

The capital has been subscribed as follows:

	Shares
SIGNA R.E.C.P. Development „VZ 13" S. à r.l.	12,500
Total: 12,500	12,500

All these Shares have been fully paid up, so that the sum of twelve thousand and five hundred Euro (€ 12,500) corresponding to a share capital of twelve thousand and five hundred Euro (€ 12,500) is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about one thousand five hundred Euro (€ 1,500).

General meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named person, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

1) Are appointed as Managers of the Company for an undetermined period:

- Mr Johannes Haecker, Managing Bank Director, born on 1 November 1967 having his professional address at 7, place Clairefontaine, L-1341 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

- Mr Daniel Josef Kranz, born on 10 March 1972 in Trier, Germany, having his professional address at 7, place Clairefontaine, L-1341 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2) The Company shall have its registered office at 7, place Clairefontaine, L-1341 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille, le huit octobre.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

SIGNA R.E.C.P. Development „VZ 13" S. à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 7, place Clairefontaine, L-1341 Luxembourg, pas encore immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, représentée par Mdm Corinne Petit, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 8 octobre 2008.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elles ont arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} .- Forme, Nom, Siège social, Objet, Durée

1. Art. 1^{er}. Forme - Dénomination. Il est formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «SIGNA R.E.C.P. Development „VZ 13" Beteiligung S. à r.l.» qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après la «Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après les «Statuts»).

2. Art. 2. Siège social

2.1 Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

2.2 Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.3 Toutefois, le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance de la Société est autorisé à transférer le siège de la Société dans la Ville de Luxembourg.

2.4 Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social de la Société se seraient produits ou seraient imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. La décision de transférer le siège social à l'étranger sera prise par le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance de la Société.

2.5 La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

3. Art. 3. Objet

3.1 L'objet de la société est d'acquérir, détenir ou disposer, directement ou indirectement, d'intérêts et participations dans des entités étrangères ou luxembourgeoises, par tous les moyens et d'administrer, développer et gérer ces intérêts et participations.

3.2 La Société pourra effectuer des investissements immobiliers, soit directement, soit à travers la détention, directe ou indirecte, de participations dans des filiales de la Société détenant ces investissements.

3.3 La Société pourra aussi, directement ou indirectement, investir dans, acquérir, détenir ou disposer de toutes sortes d'avoirs par tous moyens.

3.4 La Société pourra également apporter toute assistance financière, que ce soit sous forme de prêts, d'octroi de garanties ou autrement, à ses filiales ou aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect ou à toutes sociétés, qui seraient actionnaires, directs ou indirects, de la Société, ou encore à toutes sociétés appartenant au même groupe que la Société (ci-après reprises comme les «Sociétés Apparentées»), étant entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui ferait qu'elle soit engagée dans toute activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier.

3.5 La Société pourra, en particulier, être engagée dans les opérations suivantes, il est entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans toute activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier:

- conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit et réunir des fonds, notamment, par l'émission, toujours sur une base privée, de titres, d'obligations, de billets à ordre et autres instruments convertibles ou non de dette ou de capital, ou utiliser des instruments financiers dérivés ou autres;

- avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ou avec ou de souscrire à ou acquérir tous instruments de dette, avec ou sans garantie, émis par une entité luxembourgeoise ou étrangère, pouvant être considérée comme performante;

- accorder toutes garanties, fournir tous gages ou toutes autres formes de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou partie des avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de Sociétés Apparentées dans les limites autorisées par la loi luxembourgeoise;

3.6 La Société peut réaliser toutes opérations légales, commerciales, techniques ou financières et en général toutes opérations nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social ou en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs prédécrits, de manière à faciliter l'accomplissement de celui-ci.

4. Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Titre II.- Capital, Parts

5. Art. 5. Capital social

5.1 Le capital social souscrit est fixé à douze mille cinq cents Euro (12.500 €) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales (les «Parts Sociales»), nominatives d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1.-) chacune. Les détenteurs de Parts Sociales sont définis ci-après les «Associés».

5.2 Complémentairement au capital social, il pourra être établi un compte de prime d'émission sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Part Sociale sera versée. Le montant dudit compte de prime d'émission sera laissé à la libre disposition des Associés.

5.3 Toutes les Parts Sociales donnent droit à des droits égaux.

5.4 La Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales dans les limites fixées par la Loi.

6. Art. 6. Indivisibilité des parts. Envers la Société, les Parts Sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par Part Sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

7. Art. 7. Transfert des parts.

7.1 Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul Associé, les Parts Sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

7.2 Dans l'hypothèse où il y a plusieurs Associés, les Parts Sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par les articles 189 et 190 de la Loi.

Titre III.- Gérance

8. Art. 8. Gérance

8.1 La Société est administrée par un gérant ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associé(s). Dans le cas d'un seul gérant, il est défini ci-après comme le Gérant Unique. En cas de pluralité de gérants, ils constitueront un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance»).

8.2 Les gérants ne sont pas obligatoirement des Associés. Les gérants pourront être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par décision des Associé(s).

9. Art. 9. Pouvoirs du Conseil de Gérance

9.1 Dans les rapports avec les tiers, le Gérant Unique ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance a tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

9.2 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des Associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du Gérant Unique ou en cas de pluralité de gérants, du Conseil de Gérance.

10. Art. 10. Représentation de la Société. Vis-à-vis des tiers, la Société est, en cas de Gérant Unique, valablement engagée par la seule signature de son Gérant Unique, ou, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux

Gérants ou par la signature de toute personne à qui le pouvoir aura été délégué, en cas de Gérant Unique, par son Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, par deux Gérants.

11. Art. 11. Délégation et agent du Gérant Unique et du Conseil de Gérance

11.1 Le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance peut déléguer ses pouvoirs à un ou plusieurs mandataires ad hoc pour des tâches déterminées.

11.2 Le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance détermine les responsabilités et la rémunération quelconques (s'il y en a) de tout mandataire, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

12. Art. 12. Réunion du Conseil de Gérance

12.1 En cas de pluralité de gérants, les réunions du Conseil de Gérance sont convoquées par tout Gérant. Le Conseil de Gérance nommera un président.

12.2 Le Conseil de Gérance peut valablement débattre et prendre des décisions sans convocation préalable si tous les gérants sont présents ou représentés et s'ils ont renoncé aux formalités de convocation.

12.3 Tout Gérant est autorisé à se faire représenter lors d'une réunion du Conseil de Gérance par un autre Gérant, pour autant que ce dernier soit en possession d'une procuration écrite, d'un télégramme, d'un fax, d'un e-mail ou d'une lettre. Un Gérant pourra également nommer par téléphone un autre Gérant pour le représenter, moyennant confirmation écrite ultérieure.

12.4 Le Conseil de Gérance ne peut valablement débattre et prendre des décisions que si une majorité de ses membres est présente ou représentée. Les décisions du Conseil de Gérance seront adoptées à une majorité simple.

12.5 L'utilisation de la vidéo conférence et de conférence téléphonique est autorisée si chaque participant est en mesure d'entendre et d'être entendu par tous les Gérants participants, utilisant ou non ce type de technologie. Ledit participant sera réputé présent à la réunion et sera habilité à prendre part au vote via le téléphone ou la vidéo.

12.6 Une décision écrite, signée par tous les Gérants, est valide comme si elle avait été adoptée lors d'une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Une telle décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents ayant le même contenu signée par tous les membres du Conseil de Gérance.

12.7 Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance sont signés par tous les Gérants présents ou représentés aux réunions.

12.8 Des extraits seront certifiés par un Gérant ou par toute personne désignée à cet effet par un Gérant ou lors de la réunion du Conseil de Gérance.

Titre IV.- Assemblée générale des Associés

13. Art. 13. Pouvoirs de l'assemblée générale des Associés - Votes

13.1 S'il n'y a qu'un seul Associé, cet Associé unique exerce tous pouvoirs qui sont conférés à l'assemblée générale des Associés et prend les décisions par écrit.

13.2 En cas de pluralité d'Associés, chaque Associé peut prendre part aux décisions collectives indépendamment du nombre de parts détenues. Chaque Associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre de parts détenues par lui. Toutes les Parts Sociales ont des droits de vote égaux.

13.3 Si tous les Associés sont présents ou représentés, ils peuvent renoncer aux formalités de convocation et la réunion peut valablement être tenue sans avis préalable.

13.4 S'il y a plus de vingt-cinq Associés, les décisions des Associés doivent être prises aux réunions à convoquer conformément aux dispositions légales applicables.

13.5 S'il y a moins de vingt-cinq Associés, chaque Associé pourra recevoir le texte des décisions à adopter et donner son vote part écrit.

13.6 Un Associé pourra être représenté à une réunion des Associés en nommant par écrit (par fax ou par e-mail ou par tout autre moyen similaire) un mandataire qui ne doit pas être nécessairement un Associé.

13.7 Des décisions collectives ne sont valablement prises que seulement si les Associés détenant plus de la moitié du capital social les adoptent. Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptés que par une majorité d'Associés (en nombre) détenant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve des toutes autres dispositions légales. Le changement de nationalité de la Société requière l'unanimité.

Titre V.- Exercice social

14. Art. 14. Exercice social

14.1 L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

14.2 Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis par le Gérant Unique ou en cas de pluralité de gérants, par le Conseil de Gérance et celui-ci prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

14.3 Tout Associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

15. Art. 15. Droit de distribution des parts

15.1 Le bénéfice net déterminé en conformité avec les dispositions légales applicables, cinq pour cent (5%) seront prélevés pour la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de celle-ci aura atteint dix pour cent (10%) du capital social.

15.2 Dans la mesure où des fonds peuvent être distribués au niveau de la Société tant dans le respect de la loi que des Statuts, le Gérant Unique ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance pourra proposer que les fonds disponibles soient distribués.

15.3 La décision de distribuer des fonds et d'en déterminer le montant sera prise par les Associés en conformité avec les dispositions de l'Article 13.7 ci-dessus.

15.4 Malgré les dispositions précédentes, le Gérant unique ou en cas de la pluralité de gérants, le Conseil de Gérance peut décider de payer des dividendes intérimaires au(x) associé(s) avant la fin de l'exercice social sur la base d'une situation de comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la Loi ou selon ces Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés seront remboursées par l'associé(s).

Titre VI.- Liquidation

16. Art. 16. Dissolution et Liquidation

16.1 La Société ne pourra être dissoute pour cause de décès, de suspension des droits civils, d'insolvabilité, de faillite de son Associé unique ou de l'un de ses Associés.

16.2 La liquidation de la Société sera décidée par la réunion des Associés en conformité avec les dispositions légales applicables.

16.3 La liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, Associés ou non, nommés par les Associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Titre VII.- Loi applicable

17. Art. 17. Loi applicable. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les Statuts, il est fait référence à la Loi.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2008.

Souscription - Libération

Le capital social a été souscrit comme suit:

	Parts Sociales
SIGNA R.E.C.P. Development „VZ 13" S. à r.l.	12,500
Total: 12,500	12,500

Toutes les Parts Sociales ont été intégralement libérées par des versements en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents Euro (€ 12.500) correspondant à un capital de douze mille cinq cents Euro (€ 12.500) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille cinq cents Euro (€ 1.500).

Assemblée générale

Immédiatement après la constitution de la Société, la comparante précitée, représentant la totalité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

1) Sont nommés Gérants de la Société pour une période indéterminée:

- Monsieur Johannes Haecker, Managing Bank Director, né le 1^{er} novembre 1967, ayant son adresse professionnelle à 7, place Clairefontaine, L-1341 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et
- Monsieur Daniel Josef Kranz, né le 10 March 1972 à Trier, Allemagne ayant son adresse professionnelle à 7, place Clairefontaine, L-1341 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2) Le siège social de la Société est établi à 7, place Clairefontaine, L-1341 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: C. Petit et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg AC, le 10 octobre 2008, LAC/2008/41283. — Reçu soixante-deux euros cinquante cents Eur 0,5% = 62,50.

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 octobre 2008.

Martine SCHAEFFER.

Référence de publication: 2008135892/5770/421.

(080158877) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Aérologic S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2889 Luxembourg, Cargo Center West.

R.C.S. Luxembourg B 103.846.

L'an deux mille huit, le vingt octobre.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach,

A COMPARU:

Monsieur Jack SEVERYNS, mécanicien d'avion, demeurant à L-6490 Echternach, 37, route de Wasserbillig,

Lequel comparant a exposé au notaire instrumentant ce qui suit:

Qu'il est l'associé unique de la société à responsabilité limitée AEROLOGIC S.à r.l., avec siège social à L-6450 Echternach, 50, route de Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 103.846 (NIN 1995 2408 065).

Que ladite société a été constituée suivant acte reçu par le notaire Urbain THOLL, de résidence à Mersch, en date du 31 août 1995, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 603 du 28 novembre 1995, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 27 novembre 1998, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 85 du 11 février 1999.

Que le capital social de la société s'élève à douze mille trois cent quatre-vingt-quatorze Euros soixante-huit Cents (€ 12.394,68), représenté par cinq cents parts sociales, toutes attribuées à Monsieur Jack SEVERYNS.

Ensuite le comparant a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

Première résolution

L'associé unique décide de transférer le siège social de la société de Echternach à Luxembourg et par conséquent de modifier le premier alinéa de l'article 2 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

Art. 2 (alinéa 1^{er}). Le siège social est établi à Luxembourg-Findel.

Deuxième résolution

L'associé unique décide de fixer la nouvelle adresse de la société à L-2889 Luxembourg, Cargo Center West, Building B, Luxembourg Airport-Findel.

Troisième résolution

L'associé unique décide d'augmenter le capital social à concurrence du montant de cent cinq Euros trente-deux Cents (€ 105,32) pour le porter de son montant actuel de douze mille trois cent quatre-vingt-quatorze Euros soixante-huit Cents (€ 12.394,68) au montant de douze mille cinq cents Euros (€ 12.500.-), moyennant un apport en espèces de la somme de cent cinq Euros trente-deux Cents (€ 105,32).

Quatrième résolution

L'associé unique décide de fixer la valeur nominale des parts sociales au montant de VINGT-CINQ EUROS (€ 25.-) et constate que le capital social de la société de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (€ 12.500.-) est représenté par cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de VINGT-CINQ EUROS (€ 25.-).

Cinquième résolution

L'associé unique décide de modifier l'article 5 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

Art. 5. Le capital social est fixé à la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (€ 12.500.-), représenté par cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de VINGT-CINQ EUROS (€ 25.-) chacune, toutes attribuées à Monsieur Jack SEVERYNS, mécanicien d'avion, demeurant à L-6490 Echternach, 37, route de Wasserbillig.

DONT ACTE, fait et passé à Echternach, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant d'après ses nom, prénom, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J. SEVERYNS, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 21 octobre 2008. Relation: ECH/2008/1406. — Reçu douze euros 12,00.- €.

Le Receveur (signé): MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 23 octobre 2008.

Henri BECK.

Référence de publication: 2008135845/201/52.

(080158970) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

MDK S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6686 Mertert, 59C, route de Wasserbillig.

R.C.S. Luxembourg B 121.878.

Im Jahre zwei tausend acht, den siebzehnten Oktober.

Vor dem unterzeichneten Henri BECK, Notar mit dem Amtswohnsitz in Echternach.

SIND ERSCHIENEN:

1.- Herr Dieter KORN, Maschinenbaumeister, wohnhaft in D-54311 Trierweiler, Im Flürchen 26.

2.- Frau Margret KORN, geborene BORNE, Beamtin, wohnhaft in D-54311 Trierweiler, Im Flürchen 26,

hier vertreten durch Herrn Dieter KORN, vorgeannt, aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift vom 16. Oktober 2008,

welche Vollmacht, von dem Komparenten, handelnd wie eingangs erwähnt, und dem amtierenden Notar ne varietur unterzeichnet, gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigebogen bleibt um mit derselben einregistriert zu werden.

Welche Komparenten, anwesend oder vertreten wie vorerwähnt, erklärten dass sie die alleinigen Anteilhaber der Gesellschaft mit beschränkter Haftung MDK S.à r.l., sind, mit Sitz in L-5365 Munsbach, 12, parc d'Acitivité Syrdall, eingetragten beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg, unter der Nummer B 121.878 (NIN 2006 2445 441).

Besagte Gesellschaft wurde gegründet zufolge Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar, am 23. November 2005, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 344 vom 9. März 2007.

Das Gesellschaftskapital beträgt zwölf tausend fünf hundert Euro (€ 12.500.-) und ist eingeteilt in ein hundert (100) Anteile mit einem Nominalwert von je ein hundert fünfundzwanzig Euro (€ 125.-), welche wie folgt zugeteilt sind:

1.- Herr Dieter KORN, vorgeannt, neunzig Anteile	90
2.- Frau Margret KORN, vorgeannt, zehn Anteile	10
Total: ein hundert Anteile	100

Alsdann ersuchten die Komparenten, anwesend oder vertreten wie vorerwähnt, den amtierenden Notar Nachstehendes zu beurkunden wie folgt:

Erster Beschluss

Die Gesellschafter beschliessen den Sitz der Gesellschaft von Munsbach nach Mertert zu verlegen, und demgemäss den ersten Absatz von Artikel 3 der Statuten wie folgt abzuändern:

Art. 3. (Absatz 1). Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Mertert.

Zweiter Beschluss

Die Gesellschafter legen die genaue Anschrift der Gesellschaft wie folgt fest: L-6686 Mertert, 59 c, route de Wasserbillig.

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen in Echternach, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Komparenten, handelnd wie eingangs erwähnt, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: D. KORN, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 20 octobre 2008, Relation: ECH/2008/1391. — Reçu douze euros 12,00.-€.

Le Receveur (signé): MINY.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, auf Begehrt erteilt, zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, den 24. Oktober 2008.

Henri BECK.

Référence de publication: 2008135846/201/45.

(080158949) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Sculptor Holdings II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 134.294.

Suite à une cession de parts intervenue en date du 1^{er} février 2008 entre Sculptor Investments S.à r.l. et OZ Master Fund Ltd,

- Sculptor Investments S.à r.l., immatriculé sous le numéro B104243 auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg, domicilié 46A Avenue J.F. Kennedy L-1855 Luxembourg, détient 47 parts sociales d'une valeur nominale de EUR 25,00 chacune.

- OZ Master Fund Ltd, domicilié North Church Street, Harbour Centre, c/o Goldman Sachs (Cayman) Trust Limited, à George Town, dans les îles Caïman, détient 104 parts sociales d'une valeur nominale de EUR 25,00 chacune.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Sculptor Holdings II S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Gérant

Signatures

Référence de publication: 2008135734/683/22.

Enregistré à Luxembourg, le 26 septembre 2008, réf. LSO-CU08387. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080158682) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Currency Overlay Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 131.968.

Le Rapport Annuel au 31 Mars 2008 et la distribution des dividendes relative à l'Assemblée Générale Ordinaire du 8 octobre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 2008.

Bénédicte LOMMEL / Pascale BARTZ

Mandataire Commercial / Sous-Directeur

Référence de publication: 2008135730/1183/15.

Enregistré à Luxembourg, le 28 octobre 2008, réf. LSO-CV08088. - Reçu 84,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080159320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.

Global Part S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 95.675.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

GLOBAL PART S.A.

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2008135765/795/14.

Enregistré à Luxembourg, le 24 octobre 2008, réf. LSO-CV07339. - Reçu 30,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080158623) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2008.
